

TRAXIO ROAD SUPPORT, Groupement des
Entreprises de Dépannage-Remorquage de Belgique,
Le Président, Y. DOMBRECHT
La Fédération du Matériel Automobile,
Le Président, E. DUBOIS
L'ASBL FEBELCAR,
Le Président, E. LEYN

Annexe(s)

Annexe 1^{re}: Contenu du système d'évaluation.

L'évaluation technique porte, le cas échéant, entre autre sur les éléments suivants :

1. Impact environnemental :
 - Amélioration continue du système (innovation, mise à jour régulière, etc.) ;
 - Recherche et recours aux meilleures technologies possibles en matière de gestion du déchet (collecte, transport, réemploi, réutilisation, processus de recyclage innovants, etc.), par le biais d'études par exemple ;
 - Politique durable en matière de communication vers le(s) public(s)-cible(s) (exemple : limiter l'utilisation de goodies, etc.) ;
 - Critères environnementaux dans les cahiers de charges : recours à des opérateurs présentant une politique durable (réduction émissions CO₂, parc automobile durable, etc.), distance (réduction émissions CO₂), etc. ;
 - Proactivité en matière de recherche du gisement potentiel.
2. Statistiques (et méthodologie) :
 - Méthodologie de calcul des quantités collectées par rapport à la mise sur le marché et la répartition régionale ;
 - Points de reprise suffisants sur le territoire de la Région bruxelloise ;
 - Atteinte du taux de traitement ;
 - Conformité des rendements de recyclage des opérateurs de traitement à la réglementation européenne éventuellement applicable ;
 - Méthodologie de calcul du taux et des quantités traitées par type de déchets (cf. Règlement européen) ;
 - Concordance entre les chiffres de mise sur le marché, de collecte, de stock et de quantités envoyées pour le traitement (assure un suivi depuis la mise sur le marché, en passant par la collecte et en terminant par le traitement et précisement ce qui en sort). (lien avec recherche du gisement potentiel).
3. Complément au plan financier :
 - Allocation des dépenses et des recettes par types/catégories et permettant d'identifier les différentes sources de financement de l'ensemble du budget, y compris pas de financement croisé ;
 - Méthodologie pour le calcul des cotisations des membres, respect du principe de coût réel et complet, identification des différents types/catégories de déchets (pas de financement croisé).

TRAXIO ROAD SUPPORT, Groepering
van Takel- en Bergingsbedrijven van België,
De Voorzitter, Y. DOMBRECHT
De VZW Federatie Automateriaal,
De Voorzitter, E. DUBOIS
De VZW FEBELCAR,
De Voorzitter, E. LEYN

Bijlage(n)

Bijlage 1: Inhoud van het evaluatiesysteem.

De technische evaluatie heeft onder meer betrekking op de volgende elementen:

1. Milieu-impact:
 - Continue verbetering van het systeem (innovatie, regelmatige update ...);
 - Onderzoek naar en gebruik van de best mogelijke technologieën voor afvalbeheer (inzameling, vervoer, hergebruik, innovatieve recyclingprocessen ...), bijvoorbeeld door middel van studies;
 - Duurzaam communicatiebeleid ten opzichte van de doelgroep(en) (bijvoorbeeld: gebruik van goodies beperken ...);
 - Milieucriteria in de bestekken: een beroep doen op operatoren die een duurzaam beleid voeren (vermindering CO₂-uitstoot, duurzaam wagenpark ...), afstand (vermindering CO₂-uitstoot) ...;
 - Proactiviteit in het zoeken naar potentiële afzetmarkten.
2. Statistieken (en methodologie):
 - Berekeningsmethode voor de opgehaalde hoeveelheden ten opzichte van de op de markt gebrachte hoeveelheden en de regionale verdeling;
 - Voldoende terugnamepunten in het Brussels Gewest;
 - Bereiken van het verwerkingspercentage;
 - Conformiteit van het recyclingrendement van de verwerker met alle van toepassing zijnde Europese regelgeving;
 - Berekeningsmethode voor de verwerkte percentages en hoeveelheden per type afval (zie Europese Verordening);
 - Overeenstemming tussen de cijfers inzake op de markt gebrachte, opgehaalde, opgeslagen hoeveelheden en de hoeveelheden die naar de verwerking worden gestuurd (zorgt voor opvolging vanaf het op de markt brengen, via de inzameling en uiteindelijk de verwerking en wat eruit voortkomt). (link met het zoeken naar potentiële bronnen).
3. Aanvulling bij het financieel plan:
 - Toewijzing van de uitgaven en inkomsten per type/categorie die het mogelijk maakt de verschillende financieringsbronnen voor het gehele budget te identificeren, zonder kruisfinanciering;
 - Berekeningsmethode voor de bijdragen van de leden, naleving van het principe van de reële en volledige kostprijs, identificatie van de verschillende types/categorieën afval (geen kruisfinanciering).

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12987]

Convention environnementale relative aux pneus usés en Région de Bruxelles-Capitale

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu la convention environnementale du 2 février 2012 relative aux pneus usés en Région de Bruxelles-Capitale ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12987]

Milieuovereenkomst betreffende versleten banden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Gelet op de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen;

Gelet op de milieuovereenkomst van 2 februari 2012 betreffende versleten banden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Vu que, conformément à l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relatif aux conventions environnementales, le projet de convention environnementale a fait l'objet d'une consultation publique et d'une publication au *Moniteur belge* en date 10 octobre 2018 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 septembre 2018 portant approbation de la présente convention environnementale ;

Considérant qu'il est indiqué, en matière de pneus usés se libérant sur le marché belge, de maintenir une politique interrégionale harmonisée relative à l'obligation de reprise ;

Considérant que les producteurs, les distributeurs et les détaillants ainsi que l'organisme de gestion sont tenus de respecter, dans l'exécution de la présente convention environnementale, les législations et réglementations s'appliquant à eux, comprenant de manière non limitative celles concernant l'environnement, la fiscalité, la sécurité sociale et la concurrence.

LES PARTIES SUIVANTES :

1° La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Monsieur R. VERVOORT, Ministre-Président et par Madame C. FREMAULT, Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Politique de l'Eau,

ci-après dénommée « la Région » ;

2° Les organisations suivantes :

- l'a.s.b.l. TRAXIO, Mobility Retail and Technical Distribution, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Didier Perwez, président et dont font partie intégrante les Groupements suivants :

- o GDA, Groupement des Distributeurs et Agents de Marques Automobiles sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; représenté par Monsieur Peter Daeninck, président ;

- o IAS, Groupement "Independent Automotive Specialists", sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; représenté par Monsieur Patrick Godart, président ;

- o FEDERTYRE, Groupement des Spécialistes du Pneu, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; représenté par Monsieur Frank Lambrecht, président ;

- o GSS, Groupement des Stations-Service, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ;

- o FEDERMOTO, Groupement des Distributeurs de Motos, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ;

- l'a.s.b.l. Fédération du Matériel pour l'Automobile, affilié à l'a.s.b.l. TRAXIO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Etienne Dubois, président ;

- l'a.s.b.l. SIGMA, Groupement des Représentants Généraux de Matériels pour les Travaux Publics et Privés, le Bâtiment et la Manutention, affilié à l'a.s.b.l. TRAXIO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Dries Van Haut, président ;

- l'a.s.b.l. FEDAGRIM, Fédération Belge des Fournisseurs de machines, bâtiments et équipements et services connexes pour l'Agriculture et les Espaces Verts asbl, affilié à l'a.s.b.l. TRAXIO, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet, 164 ; ici représentée par Monsieur Johan Colpaert, président ;

- l'a.s.b.l. FEBIAC, la fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle la Confédération, sise à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 46 ; ici représentée par Monsieur Philippe Dehennin, président ;

- l'a.s.b.l. RECYTYRE, organisme de gestion de pneus usés en Belgique, sise à 1140 Bruxelles, avenue Jules Bordet 164 ; ici représentée par Chris Lorquet, Directeur ; (ci-après « l'organisme de gestion ») ;

ci-après dénommées « les organisations » ou « les parties » ;

CONVIENNENT CE QUI SUIT :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Cadre juridique

Article 1^{er}. La présente convention environnementale fixe le mode de mise en exécution de l'obligation de reprise des pneus usés conformément au Titre II, Chapitre IV, Section 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

La présente convention environnementale est contraignante pour les parties précitées ainsi que pour les producteurs, distributeurs et détaillants qui sont soumis à l'obligation de reprise des pneus usés et qui, soit sont membres des organisations signataires de la présente convention environnementale et, à cette fin, leur ont donné un mandat, soit ne sont pas membres d'une de ces organisations mais ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ou ont signé la Charte pour les points de collecte enregistrés. Une liste des producteurs, distributeurs et détaillants qui sont liés par la présente convention

Gelet op het feit dat het voorstel van milieuovereenkomst conform de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten het voorwerp heeft uitgemaakt van een openbaar onderzoek en van een publicatie in het Staatsblad op datum van 10 oktober 2018;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 september 2018 tot goedkeuring van deze milieuovereenkomst;

Overwegende dat, voor de versleten banden die in België op de markt komen, de handhaving van een geharmoniseerd interregionaal beleid inzake de terugnameplicht aangewezen is;

Overwegende dat de producenten, distributeurs en eindverkopers en het beheersorganisme bij de uitvoering van deze milieuovereenkomst de op hen van toepassing zijnde wetten en voorschriften dienen na te leven, met inbegrip van maar niet beperkt tot deze betreffende het milieu, de belastingen, de sociale zekerheid en de mededinging.

KOMEN DE VOLGENDE PARTIJEN:

1° Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer R. VERVOORT, Minister-Président, en mevrouw C. FREMAULT, Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

hierna 'het Gewest' ;

2° De volgende organisaties:

- de vzw TRAXIO, Mobility Retail and Technical Distribution, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; hier vertegenwoordigd door de heer Didier Perwez, voorzitter en waarvan de volgende Groeperingen integraal deel uitmaken:

- o GDA, Groepering van Autodealers en -Agenten , gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; vertegenwoordigd door de heer Peter Daeninck, voorzitter,

- o IAS, Groepering van "Independent Automotive Specialists", gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; vertegenwoordigd door de heer Patrick Godart, voorzitter;

- o FEDERTYRE, Groepering van Bandenspecialisten , gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; vertegenwoordigd door de heer Frank Lambrecht, voorzitter;

- o GSS, Groepering van Service-Stationen , gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel;

- o FEDERMOTO, Groepering van Verdelers van motorrijwielen, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel;

- de vzw Federatie Automateriaal, aangesloten bij de vzw TRAXIO, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; hier vertegenwoordigd door de heer Etienne Dubois, voorzitter

- de vzw SIGMA, Federatie van de algemeen vertegenwoordigers van materieel voor openbare en private werken, voor de bouw en voor goederenbehandeling, aangesloten bij de vzw TRAXIO, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; hier vertegenwoordigd door de heer Dries Van Haut, voorzitter;

- de vzw FEDAGRIM, de Belgische Federatie van de Toeleveranciers van machines, gebouwen en uitrustingen en aanverwante diensten voor de Landbouw en voor de Groenvoorzieningen vzw, aangesloten bij de vzw TRAXIO, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; hier vertegenwoordigd door de heer Johan Colpaert, voorzitter;

- de vzw FEBIAC, Belgische Federatie der Auto en Rijkswielrijverheden, gevestigd Woluwedal 46, te 1200 Brussel; hier vertegenwoordigd door de heer Philippe Dehennin, voorzitter;

- de vzw RECYTYRE, beheersorganisme voor afvalbanden in België, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel; hier vertegenwoordigd door Chris Lorquet, Directeur; (hierna 'het beheersorganisme');

hierna 'de Organisaties' of 'de Partijen' ;

OVEREEN WAT VOLGT:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Juridisch kader

Artikel 1. Deze milieuovereenkomst bepaalt de uitvoeringswijze van de terugnameplicht van versleten banden overeenkomstig titel II, hoofdstuk IV, afdeling 2, van het Besluit van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.

Deze milieuovereenkomst is verbindend voor voornoemde partijen en voor de producenten, distributeurs en eindverkopers die onderworpen zijn aan de terugnameplicht inzake versleten banden en die hetzij lid zijn van de ondertekenende organisaties van deze milieuovereenkomst en hiertoe een mandaat hebben verleend aan deze organisaties, hetzij geen lid zijn van één van deze organisaties, maar een toetredingsovereenkomst hebben gesloten met het beheersorganisme of het Charter voor geregistreerde inzamelpunten hebben ondertekend. Een lijst van producenten/invoerders, distributeurs en eindverkopers die

environnementale est mise à la disposition de Bruxelles Environnement, sur simple demande.

Définitions et notions

Art. 2. § 1. Les notions et définitions mentionnées dans l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et l'arrêté du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets sont d'application à la présente convention environnementale sans préjudice aux définitions complémentaires y décrites.

§ 2. En vue de l'application de la présente convention environnementale, l'on entend par :

1. Plan de gestion : un document comprenant au moins les parties suivantes :

- Un plan de prévention ;
- Un aperçu des actions des producteurs, notamment par le biais des distributeurs et des détaillants à destination des utilisateurs (cf. plan de communication) ;
- Un aperçu des actions relatives à la collecte et au traitement des pneus usés (cf. plan de communication et plan de collecte) ;
- Un plan financier ;
- Les critères d'homologation des opérateurs ;
- Une évaluation annuelle lors de son actualisation, comprenant notamment les modalités de l'article 29 et les éléments contenus dans l'annexe I de la convention.

2. Réemploi : le réemploi d'un pneu usé dans un but similaire au but auquel il était destiné à l'origine et ce sans rechapage ou autre modification physique ou chimique.

3. Préparation en vue du réemploi : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue du réemploi, par laquelle un pneu usé est préparé de manière à être réemployé sans rechapage ou autre modification physique ou chimique.

4. Pneu : tout pneu en caoutchouc, pneumatique ou plein, en ce compris les bandages et à l'exception de pneus de vélo.

5. Pneu réemployable : tout pneu qui satisfait aux normes légales visant son utilisation d'origine, sans modification physique ou chimique.

6. Pneu usé : tout pneu qui, sans préparation en vue du réemploi, ne peut pas ou ne peut plus être utilisé conformément à sa destination initiale et dont le détenteur se défait, à l'intention ou l'obligation de se défaire.

7. Pneu rechapable : tout pneu usé qui dans l'état où il se trouve ne peut plus être réemployé et dont la bande de roulement peut être remplacée pour qu'il soit réaffecté à son utilisation d'origine.

8. Pneu valorisable : tout pneu usé qui dans l'état où il se trouve ne peut plus être réemployé et qui n'est pas rechapable.

9. Opérateur : toute personne physique ou morale disposant des autorisations et agréments légaux requis dans le cadre de l'exercice de sa prestation de services dans le cadre de la présente convention pour son propre compte ou pour le compte de tiers.

10. Opérateur homologué : tout opérateur à qui l'organisme de gestion a délivré une homologation ou une certification, communiquée à Bruxelles Environnement, lui permettant de prêter des services rémunérés ou non, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, à la demande de l'organisme de gestion dans le cadre de l'exécution de la présente convention environnementale et qui a conclu le contrat-type relatif à son activité ou est soumis à un cahier des charges relatif à son activité.

11. Opérateur de collecte/collecteur homologué : tout opérateur homologué dont l'activité consiste à collecter des pneus usés auprès de points de collecte enregistrés..

12. Point de collecte enregistré : tout point de vente adhérent au système de collecte mis en place par l'organisme de gestion, soit un utilisateur enregistré, soit un lieu où les pneus usés peuvent être déposés et dont l'exploitant moyennant signature de la Charte pour les points de collecte enregistrés adhère au système de collecte mis en place par l'organisme de gestion.

13. Opérateur de tri : tout opérateur homologué dont l'activité consiste à trier les pneus usés en vue de leur réemploi, rechapage et recyclage ou d'autres types de valorisation.

verbonden zijn door deze milieuv overeenkomst wordt op verzoek ter beschikking gesteld van Leefmilieu Brussel.

Definities en begrippen

Art. 2. § 1. De begrippen en definities vermeld in de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en het Besluit van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen zijn van toepassing op deze milieuv overeenkomst, onverminderd de aanvullende definities in deze overeenkomst.

§ 2. Voor de toepassing van deze milieuv overeenkomst wordt verstaan onder:

1. Beheersplan: een document dat ten minste de volgende delen omvat:

- o Een preventieplan;
- o Een overzicht van de acties van de producenten, met name via distributeurs en eindverkopers ten behoeve van de gebruikers (zie communicatieplan);
- o Een overzicht van acties betreffende de inzameling en verwerking van versleten banden (zie communicatieplan en inzamelingsplan);
- o Een financieel plan;
- o De homologatiecriteria van de operatoren;
- o Een jaarlijkse evaluatie wanneer deze wordt geactualiseerd, die met name de bijzonderheden van artikel 29 en de elementen in bijlage I bij de overeenkomst omvat.

2. Hergebruik: het opnieuw aanwenden van een band voor hetzelfde doel of soortgelijk doel als waarvoor de band oorspronkelijk bestemd was en dit zonder loopvlakvernieuwing of andere fysieke of chemische wijziging.

3. Voorbereiding voor hergebruik: elke controle-, schoonmaak- of reparatiehandeling met het oog op de hergebruik, via dewelke versleten banden voorbereid worden om hergebruikt te worden loopvlakvernieuwing of andere fysieke of chemische wijziging.

4. Band: elke volle of lucht rubberband met inbegrip van bandages met uitzondering van de fietsbanden.

5. Herbruikbare band: elke band die voldoet aan de wettelijke normen inzake het aanwenden voor het doel waarvoor de band oorspronkelijk bestemd was, en dit zonder fysieke of chemische wijziging.

6. Versleten band: elke band die zonder voorbereiding voor hergebruik niet of niet meer voor zijn oorspronkelijke doel kan worden gebruikt en waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen.

7. Rechapeerbare band: elke versleten band die, in de staat waarin hij zich bevindt, niet meer in aanmerking komt voor hergebruik en waarvan het loopvlak kan vervangen worden zodat hij opnieuw voor het doel waarvoor hij oorspronkelijk bestemd was, kan aangewend worden.

8. Valoriseerbare band: elke versleten band die, in de staat waarin hij zich bevindt, niet meer in aanmerking komt voor hergebruik en die niet meer kan worden gerechapeerd.

9. Operator: iedere natuurlijke of rechtspersoon die over de wettelijke vergunningen en erkenningen beschikt die vereist zijn voor de uitoefening van zijn dienstprestaties, in het kader van de huidige milieuv overeenkomst, voor eigen rekening of voor rekening van derden.

10. Gehomologeerde operator: iedere operator aan wie het beheers-organisme een homologatie of certificatie heeft afgeleverd, dewelke aan Leefmilieu Brussel werd gecommuniceerd, en die hem toelaat al dan niet betaalde diensten te leveren, voor eigen rekening of voor rekening van derden, in opdracht van het beheersorganisme in het kader van de uitvoering van de huidige milieuv overeenkomst en die de voor zijn activiteit relevante modelovereenkomst heeft afgesloten met het beheers-organisme of onderworpen is aan een lastenboek voor zijn activiteit.

11. Inzamelingsoperator/ gehomologeerde ophaler: iedere gehomologeerde operator waarvan de activiteit bestaat uit het ophalen van versleten banden bij de geregistreerde inzamelpunten.

12. Geregistreerd inzamelpunt: elk verkooppunt dat toetreedt tot het ophaalsysteem dat werd opgezet door het beheersorganisme, ofwel een geregistreerde gebruiker ofwel een plaats waar versleten banden kunnen worden gedeponneerd en waarvan de exploitant door de ondertekening van het Charter voor de inzamelpunten is toegetreden tot het ophaalsysteem dat door het beheersorganisme wordt opgezet.

13. Sorteersoperator/sorteerder: iedere gehomologeerde operator waarvan de activiteit bestaat uit het sorteren van versleten banden met het oog op hun hergebruik, loopvlakvernieuwing en recycling of andere types van verwerking.

14. Opérateur de prétraitement : tout opérateur homologué et autorisé par les autorités conformément à la réglementation dont l'activité consiste à traiter les pneus usés valorisables afin de permettre leur utilisation, soit dans un processus industriel, soit en tant que combustible de substitution (valorisation énergétique). Est considérée comme entreprise de prétraitement, toute entreprise produisant du granulat ou du broyat.

15. Opérateur de traitement : tout opérateur homologué par l'organisme de gestion et autorisé par les autorités conformément à la réglementation dont l'activité consiste dans la valorisation des pneus usés non réutilisables, après prétraitement ou non, soit afin de permettre leur utilisation dans un processus industriel, soit comme combustible de substitution (valorisation énergétique), soit comme carcasse destinée au rechapage.

16. Bruxelles Environnement : L'organisme d'intérêt public créé par l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement.

17. Organisme de gestion : association sans but lucratif qui coordonne les activités qui découlent des dispositions de la présente de la convention environnementale, constituée par un(e) ou plusieurs organisations et/ou membres d'une organisation, en application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

18. Arrêté gestion des déchets : Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets.

19. Ordonnance déchets : Ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2012 relative aux déchets.

20. Producteur : parmi les producteurs de produits au sens de l'article 3, 13° de l'ordonnance déchets, toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par communication à distance :

a) est établie en Belgique et fabrique des produits sous son propre nom ou sa propre marque, ou fait concevoir ou fabriquer des produits et les commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire belge;

b) est établie en Belgique et revend, en Belgique, sous son propre nom ou sa propre marque, des équipements produits par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme producteur lorsque la marque du producteur figure sur l'équipement, conformément au point a);

c) est établie en Belgique et met sur le marché sur le territoire belge, à titre professionnel, des produits provenant d'un pays tiers ou d'un autre Etat membre de l'Union Européenne;

d) est établie en Belgique et fabrique ou importe un produit et l'affecte à son propre usage, à titre professionnel.

La personne qui assure exclusivement un financement en vertu de, ou conformément à un contrat de financement, n'est pas considérée comme "producteur", à moins qu'elle n'agisse aussi comme producteur au sens des points a) à d).

21. Contrat-type : il s'agit d'un contrat uniforme passé entre l'organisme de gestion et les opérateurs homologués définissant les modalités opérationnelles entre les parties dans le cadre de la présente convention.

22. Contrat d'adhésion : il s'agit d'un contrat signé entre les producteurs et l'organisme de gestion définissant l'ensemble des tâches qui incombent aux producteurs dans le cadre de la présente convention.

23. Charte : il s'agit d'un contrat signé entre un point de collecte enregistré, et l'organisme de gestion définissant l'ensemble des tâches qui incombent au point de collecte dans le cadre de la reprise des pneus usés.

24. Membre : producteur, qui par le biais d'un contrat d'adhésion, délègue à l'organisme de gestion l'exécution des obligations qui découlent de sa responsabilité élargie du producteur.

Objectifs

Art. 3. § 1. En application de l'arrêté gestion des déchets, les dispositions suivantes seront d'application :

• Tous les pneus usés présentés, sont cotés avec un maximum de 100 % du nombre de pneus neufs mis sur le marché par les producteurs qui ont signé un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ;

14. Voorbehandelingsoperator/voorbehandelingsbedrijf: iedere gehomologeerde en vergunde operator, gemachtigd door de overheid conform de reglementering en waarvan de activiteit bestaat uit het behandelen van valoriseerbare versleten banden met het oog op hun gebruik in een industrieel proces of als vervangingsbrandstof (energetische valorisatie). Elk bedrijf dat granulaat of geshredded banden produceert, wordt beschouwd als voorbehandelingsbedrijf.

15. Verwerkingsoperator/verwerkingsbedrijf/verwerker: iedere conform de reglementering door het beheersorganisme gehomologeerde en door de overheid gemachtigde operator waarvan de activiteit bestaat uit de verwerking van niet-herbruikbare versleten banden, al dan niet na de voorbehandeling, ofwel om het gebruik van dergelijke banden mogelijk te maken in een industrieel proces of als vervangingsbrandstof (energetische valorisatie), of als karkas bestemd voor loopvlakvernieuwing.

16. Leefmilieu Brussel: het organisme van algemeen belang opgericht bij Koninklijk Besluit van 8 maart 1989.

17. Beheersorganisme: vereniging zonder winstoogmerk ter coördinatie van de activiteiten die voortvloeien uit deze milieuovereenkomst, opgericht door een of meer organisaties en/of leden van een organisatie in toepassing van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.

18. Besluit beheer van afvalstoffen: Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.

19. Afvalordonnantie: Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen.

20. Producent: onder de producenten van producten in de zin van artikel 3, 13° van de afvalordonnantie, iedere natuurlijke of rechtspersoon die, ongeacht de gebruikte verkooptechniek, inclusief de verkoop op afstand:

a) in België gevestigd is en onder zijn eigen naam of merknaam producten vervaardigt, of producten laat ontwerpen of vervaardigen en ze onder zijn eigen naam of merknaam op de markt brengt op het Belgisch grondgebied;

b) in België gevestigd is en in België onder zijn eigen naam of handelsmerk apparatuur wederverkoopt die door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als producent aangemerkt wanneer het merkteken zoals bepaald in punt a) op de apparatuur zichtbaar is;

c) in België gevestigd is en die beroepsmatig producten uit een derde land of een andere lidstaat van de Europese Unie op het Belgische grondgebied op de markt brengt;

d) in België gevestigd is en een product vervaardigt of invoert en het beroepsmatig voor eigen gebruik toewijst.

Diegene die uitsluitend voorziet in financiering op grond van of in het kader van een financieringsovereenkomst wordt niet als 'producent' aangemerkt, tenzij hij tevens optreedt als producent in de zin van de bepalingen van punten a) tot en met d).

21. Modelovereenkomst: dit is een uniforme overeenkomst tussen het beheersorganisme en de gehomologeerde operatoren die de operationele modaliteiten tussen de partijen in het kader van deze overeenkomst bepaalt.

22. Toetredingsovereenkomst: dit is een overeenkomst die wordt ondertekend tussen de producenten en het beheersorganisme, die alle taken vastlegt die de producenten krachtens deze overeenkomst moeten uitvoeren.

23. Charter: dit is een overeenkomst tussen een geregistreerd inzamelpunt en het beheersorganisme, die alle taken van het inzamelpunt vastlegt in verband met de terugname van versleten banden.

24. Lid: producent die door middel van een toetredingsovereenkomst de uitvoering van de uit zijn uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voortvloeiende verplichtingen aan het beheersorganisme delegeert.

Doelstellingen

Art. 3. § 1. Overeenkomstig het Besluit betreffende het beheer van afvalstoffen zijn de volgende bepalingen van toepassing:

o Alle aangeboden versleten banden worden ingezameld met een maximum van 100% van het aantal nieuwe banden dat op de markt wordt gebracht door producenten die een toetredingsovereenkomst hebben gesloten met het beheersorganisme;

• Les producteurs sont tenus d'atteindre chaque année un taux global cumulé de minimum 55 % de réemploi, rechapage et/ou recyclage des pneus collectés ;

• Le taux de réemploi et le taux de rechapage sont chacun de minimum 10 % ;

• Les autres pneus collectés devront être traités avec valorisation énergétique ;

• L'élimination de pneus usés est interdite.

Nonobstant les 100 % mentionnés au 1^{er} tiret ci-dessus, un taux de collecte de minimum 85 % des pneus mis sur le marché belge par les producteurs membres de l'organisme de gestion doit être atteint. Si ce taux n'est pas atteint l'organisme de gestion établit un rapport à l'intention des autorités expliquant les raisons pour lesquelles ce seuil n'a pas été atteint et proposant des mesures permettant d'atteindre cet objectif.

§ 2. Pour atteindre au mieux les objectifs, l'organisme de gestion conclut avec les opérateurs homologués des contrats couvrant l'ensemble des obligations prévues par la présente convention. Dans ce contexte, l'organisme de gestion élabore des mesures adéquates en vue d'atteindre ces objectifs.

§ 3. Les résultats de collecte et de traitement atteints en Région de Bruxelles-Capitale font l'objet d'une évaluation annuelle, faisant partie du rapport annuel.

Dans le cas où les objectifs ne sont pas atteints, l'organisme de gestion est tenu de présenter, dans les deux mois, pour approbation à Bruxelles Environnement un plan stratégique portant sur la période de validité restante de la convention et définissant les actions envisagées afin d'aboutir aux résultats en matière de collecte, de recyclage et de valorisation.

Au terme de ce délai, si elle estime que les progrès réalisés ne sont pas suffisants, la Région se réserve le droit de dénoncer la présente convention conformément aux dispositions de l'ordonnance conventions environnementales et de demander aux adhérents à l'organisme de gestion, aux distributeurs et aux détaillants d'assumer leurs obligations de reprise telles que décrites dans l'Arrêté gestion des déchets.

Champ d'application

Art. 4. Cette convention environnementale est d'application à tous les pneus du marché de remplacement et aux pneus de première monte à l'exception des pneus qui font partie d'un véhicule défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 avril 2004 relatif à l'agrément des exploitants de centres d'élimination de véhicules hors d'usage habilités à délivrer un certificat de destruction et aux conditions d'exploitation desdits centres, et pour lesquels l'obligation de reprise doit être exécutée par le producteur du véhicule.

Bonne gouvernance

Art. 5. § 1. L'application par les parties signataires à la convention de la présente convention se fait dans le respect des principes de Bonne gouvernance suivants :

• Transparence de l'information ;

• Processus de suivi dans l'élaboration des études ;

• Evaluation technique du système de commun accord entre Bruxelles Environnement et l'organisme de gestion ;

• Confidentialité des informations protégeant un intérêt économique légitime ;

• Introduction de Principes de Bonne conduite des parties signataires à la convention.

§ 2. L'organisme de gestion met pleinement en œuvre la présente convention de manière constructive, professionnelle et transparente en vue du respect des objectifs de la convention.

§ 3. Bruxelles Environnement a une attitude d'ouverture, de confiance et de responsabilisation envers l'organisme de gestion dans la mise en œuvre de la Responsabilité élargie du producteur et poursuit un équilibre entre objectifs environnementaux et impacts économiques.

CHAPITRE 2. — Prévention : santé, sécurité et environnement

Prévention

Art. 6. L'organisme de gestion et les producteurs prendront les initiatives nécessaires en matière de prévention qualitative et quantitative en vue de réduire les nuisances environnementales sans porter atteinte à la sécurité. Ceci est réalisé entre autres par le biais de l'information aux utilisateurs.

o De producenten moeten ervoor zorgen dat in totaal ten minste 55% van de jaarlijks opgehaalde banden wordt hergebruikt, gerechapeerd en/of gerecycled;

o Het percentage van het hergebruik en dat van de loopvlakvernieuwing moeten elk ten minste 10% bedragen;

o De overige opgehaalde banden moeten met energierecuperatie worden verwerkt;

o Het weggooien van versleten banden is verboden.

Onverminderd de 100% vermeld in punt 1 hierboven, moet ten minste 85% van de door de bij het beheersorganisme aangesloten producenten op de Belgische markt gebrachte banden worden ingezameld. Indien dit percentage niet wordt bereikt, stelt het beheersorganisme ten behoeve van de autoriteiten een verslag op waarin wordt uitgelegd waarom deze drempel niet is bereikt en waarin maatregelen worden voorgesteld om dit doel te bereiken.

§ 2. Om de doelstellingen zo goed mogelijk te verwezenlijken, sluit het beheersorganisme overeenkomsten met gehomologeerde operatoren waarin alle in deze overeenkomst voorziene verplichtingen worden opgenomen. In dit verband ontwikkelt het beheersorganisme passende maatregelen om deze doelstellingen te verwezenlijken.

§ 3. De verwachte verwerkingsresultaten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden jaarlijks geëvalueerd in het kader van het jaarverslag.

Als de doelstellingen niet worden bereikt, dient het beheersorganisme, binnen de twee maanden, aan Leefmilieu Brussel een strategisch plan voor de resterende geldigheidsperiode van de overeenkomst ter goedkeuring voor te leggen dat de geplande acties beschrijft om de resultaten inzake recycling en nuttige toepassing te bereiken.

Als het Gewest na deze periode van mening is dat er onvoldoende vooruitgang werd gemaakt, behoudt het zich het recht voor deze overeenkomst op te zeggen en de leden van het beheersorganisme, de distributeurs en de eindverkopers te vragen hun terugnameverplichtingen na te komen zoals beschreven in het Besluit betreffende het beheer van afvalstoffen.

Toepassingsgebied

Art. 4. Deze milieuovereenkomst is van toepassing op alle banden op de vervangingsmarkt en op de eerste montage banden, met uitzondering van de banden die deel uitmaken van een voertuig zoals gedefinieerd in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 april 2004 betreffende de erkenning van de exploitanten van verwijderingscentra voor afgedankte voertuigen die ertoe gemachtigd zijn een vernietigingsattest af te geven en betreffende de exploitatievoorwaarden van deze centra, en waarvoor de terugnameplicht moet worden vervuld door de producent van het voertuig.

Goed bestuur

Art. 5. § 1. De toepassing van deze overeenkomst door de ondertenaars gebeurt in overeenstemming met de volgende principes van goed bestuur:

o Transparantie van de informatie;

o Follow-upproces bij het opstellen van de studies;

o Technische evaluatie van het systeem in overleg tussen Leefmilieu Brussel en het beheersorganisme.

o Vertrouwelijkheid van de gegevens die een legitiem economisch belang beschermt;

o Invoering van principes van goed gedrag voor de partijen die de overeenkomst ondertekenen.

§ 2. Het beheersorganisme implementeert deze overeenkomst integraal op een positieve, professionele en transparante manier met het oog op de naleving van de doelstellingen van de overeenkomst.

§ 3. Leefmilieu Brussel heeft een open houding van vertrouwen en responsabilisering tegenover het beheersorganisme bij de implementatie van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en streeft een evenwicht na tussen de milieudoelstellingen en de economische impact.

HOOFDSTUK 2. — Preventie: gezondheid, veiligheid en milieu

Preventie

Art. 6. Het beheersorganisme en de producenten zullen de nodige initiatieven nemen op het gebied van kwalitatieve en kwantitatieve preventie om de milieuverontreiniging terug te dringen zonder de veiligheid in het gedrang te brengen. Dit wordt onder andere bereikt door het verstrekken van informatie aan de gebruikers.

Ces initiatives portent sur deux aspects :

- Information objective. Information à usage communicationnel pour les campagnes par exemple et sur le plan environnemental.
- Utilisation adéquate du pneu (par les utilisateurs et réduction des émissions de dioxyde de carbone) ;
- Bilan environnemental du pneu et de sa contribution à la pollution environnementale ;
- Compte tenu des résultats de l'étude d'analyse cycle de vie de 2017 menée par les bureaux d'étude Bleu Safran et Réévalu relative à l'impact environnemental des techniques de valorisation du pneu, l'organisme de gestion et les producteurs s'engagent à prendre des mesures adéquates visant à informer le grand public sur les pneus rechapés, et notamment sur les aspects environnementaux et économiques de ceux-ci ;
- Amélioration technique :
 - De la durée de vie du pneu neuf et du pneu rechapé, avec la réflexion autour de la possibilité de soutenir le pneu rechapé financièrement à déterminer entre l'organisme de gestion et l'autorité publique régionale.
 - Réduction de l'impact environnemental de la matière utilisée (prolongation de la durée de vie des pneus, composition du pneu, résistance à l'usure) ;
 - Conception du pneu en vue d'en faciliter le rechapage, recyclage matière, etc.

Plan de prévention

Art. 7. § 1. Afin d'atteindre les objectifs de prévention visés à l'article 6, l'organisme de gestion rédige un plan de prévention. Ce dernier comporte au moins :

- une liste des actions prévues par l'organisme de gestion afin de favoriser la prévention quantitative et qualitative en vue d'améliorer le réemploi, le rechapage, la valorisation et la recyclabilité des produits que les producteurs adhérents mettent sur le marché ;
- une liste des actions individuelles prévues par chaque producteur ayant signé le contrat d'adhésion de l'organisme de gestion, en vue de favoriser la prévention quantitative et qualitative et notamment de diminuer le recours à des matériaux contenant des substances dangereuses ;
- de recourir aux techniques de production les moins nuisibles possibles pour l'environnement et de rapporter sur les initiatives des producteurs prises en ce sens ;
- des indicateurs permettant d'évaluer les résultats des actions prévues par l'organisme de gestion ainsi que par les producteurs. Ces indicateurs sont repris dans le cadre de l'actualisation du plan de gestion et de son évaluation.

§ 2. Six mois après la signature de la présente convention environnementale, l'organisme de gestion soumet un plan de prévention pour approbation à Bruxelles Environnement, celui-ci fait partie du plan de gestion.

§ 3. L'organisme de gestion rapporte annuellement sur l'exécution du plan de prévention. Le plan de prévention est évalué annuellement par rapport aux indicateurs et aux résultats, si nécessaire, mis à jour chaque année en concertation avec Bruxelles Environnement.

Impact environnemental

Art. 8. § 1. L'organisme de gestion est proactif dans la gestion du flux et dans les efforts pour atteindre les objectifs de la convention, et en particulier pour assurer la cohérence entre les volumes de mise sur le marché et de collecte.

Lorsque des anomalies sont constatées dans la gestion ou le fonctionnement du flux, l'organisme de gestion en avertit Bruxelles Environnement.

§ 2. Le rechapage est accentué pour les catégories de pneus pour lesquelles la faisabilité technique et les intérêts environnementaux et économiques le permettent.

§ 3. Tenant compte des résultats des études menées dans le passé, des études à venir et des développements en cours dans le domaine du pneu (que ce soit au niveau de leur conception, de leur utilisation ou de tout traitement), l'organisme de gestion adapte ses processus afin de tenir compte du respect de l'environnement et de la santé humaine.

§ 4. Dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la convention, sur la base des études existantes en lien avec le traitement, ainsi que des données existantes, l'organisme de gestion réalise un bilan et une évolution des techniques de traitement sur les 5 dernières années, ainsi

Deze initiatieven zijn op twee aspecten gericht:

- o Objectieve informatie. Informatie voor communicatiedoeleinden voor campagnes, bijvoorbeeld op milieugebied.
- o Correct bandengebruik (door de gebruikers en vermindering van kooldioxide-uitstoot);
- o Milieubeoordeling van de band en zijn bijdrage aan de milieuvreemde ontreiniging;
- o Rekening houdend met de resultaten van het in 2017 door de studiebureaus Bleu Safran en Révalu uitgevoerde onderzoek naar de milieupact van de technieken voor de nuttige toepassing van banden, verbinden het beheersorganisme en de producenten zich tot het nemen van passende maatregelen om het grote publiek te informeren over gerechapeerde banden, en met name over hun milieueconomische aspecten;
- o Technische verbetering:
 - o De levensduur van de nieuwe en de gerechapeerde band, waarbij het beheersorganisme en de regionale overheidsinstantie samen moeten bepalen of het mogelijk is de gerechapeerde band financieel te steunen.
 - o Vermindering van de milieupact van het gebruikte materiaal (levensduur van de band, samenstelling van de band, slijtvastheid);
- o Bandenontwerp om het rechaperen, het recycleren van materiaal, enz. te vergemakkelijken.

Preventieplan

Art. 7. § 1. Om tot de in artikel 6 omschreven preventiedoelen bij te dragen, stelt het beheersorganisme een preventieplan op. Deze bevat ten minste:

- o een lijst van door het beheersorganisme geplande acties ter bevordering van kwantitatieve en kwalitatieve preventie met het oog op de verbetering van het hergebruik, het rechaperen, de verwerking en de recycleerbaarheid van de producten die de aangesloten producenten op de markt brengen;
- o een lijst van de individuele maatregelen die zijn gepland door elke producent die de toetredingsovereenkomst met het beheersorganisme heeft ondertekend, met het oog op de bevordering van de kwantitatieve en kwalitatieve preventie en in het bijzonder de vermindering van het gebruik van materialen die gevaarlijke stoffen bevatten;
- o het gebruik van zo milieuvriendelijk mogelijke productietechnieken en de rapportage van de initiatieven die de producenten in dit verband hebben genomen;
- o de indicatoren aan de hand waarvan de resultaten van de door het beheersorganisme en de producenten geplande acties kunnen worden geëvalueerd, opgenomen in de actualisering van het beheersplan en de evaluatie ervan.

§ 2. Zes maanden na de ondertekening van deze milieuovereenkomst legt het beheersorganisme een preventieplan ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel; dit plan maakt deel uit van het beheersplan.

§ 3. Het beheersorganisme brengt jaarlijks verslag uit over de uitvoering van het preventieplan. Het preventieplan wordt jaarlijks geëvalueerd aan de hand van indicatoren en resultaten, die indien nodig jaarlijks worden geactualiseerd in overleg met Leefmilieu Brussel.

Milieupact

Art. 8. § 1. Het beheersorganisme is proactief in het beheer van de stroom en in de inspanningen om de doelstellingen van de overeenkomst te bereiken, en in het bijzonder om te zorgen voor de samenhang tussen de op de markt gebrachte en de opgehaalde volumes.

Wanneer anomalieën worden vastgesteld in het beheer of de werking van de stroom, informeert het beheersorganisme Leefmilieu Brussel.

§ 2. Het rechaperen wordt benadrukt voor bandencategorieën waarvoor de technische haalbaarheid en economische en milieubelangen het mogelijk maken.

§ 3. Rekening houdend met de resultaten van eerdere studies, toekomstige studies en lopende ontwikkelingen op het gebied van banden (met betrekking tot hun ontwerp, gebruik of verwerking) past het beheersorganisme zijn processen aan om rekening te houden met de eerbiediging van het milieu en de gezondheid van de mens.

§ 4. Binnen 24 maanden na de inwerkingtreding van de overeenkomst voert het beheersorganisme, op basis van bestaande studies met betrekking tot de behandeling en van bestaande gegevens, een beoordeling en een evaluatie uit van de verwerkingstechnieken in de

que de leurs performances, et analyse les voies prospectives de traitement, tenant compte lorsque possible de leurs futures performances environnementales. Cette étude porte au minimum sur le marché européen. Les conclusions de l'étude ont pour but d'orienter les voies de traitement possibles pour les pneus usés tout en minimisant l'impact sur l'environnement, la santé humaine et en maintenant les aspects sécuritaires du pneu.

§ 5. Dans le contexte de l'Economie Circulaire, l'organisme de gestion met en œuvre des actions locales et qui favorisent l'emploi à Bruxelles. On cite par exemple la possibilité de mise en place d'un centre de regroupement des pneus et un centre de formation au tri à Bruxelles.

CHAPITRE 3. — *Collecte sélective et tri*

Collecte des pneus usés chez les producteurs, distributeurs et détaillants

Art. 9. § 1^{er}. Le détaillant reprend gratuitement tout pneu usé présenté par le consommateur à l'achat d'un pneu neuf de même type, en application du principe du « 1 pour 1 ». Si ce dernier ne remet pas de pneu usé au moment de l'achat, il dispose d'un délai de douze mois pour en remettre avec présentation de la preuve d'achat avec contribution environnementale belge. De commun accord avec le producteur, le détaillant peut reprendre tout pneu usé qui lui est présenté, sans nécessité d'achat concomitant, dans la limite des quantités qu'il a lui-même achetées durant l'année calendrier précédente.

§ 2. Le distributeur reprend à ses frais, de manière régulière, auprès des détaillants tous les pneus usés réceptionnés, dans la limite des quantités qu'il a lui-même achetées auprès des producteurs durant l'année calendrier précédente.

§ 3. Le producteur reprend à ses frais, de manière régulière, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants et des collecteurs autorisés, tous les pneus usés acceptés, dans la limite des quantités de pneus qu'il a mis à disposition sur le marché.

Il met en place un réseau de collecte gratuite qui comporte un nombre suffisant de points de reprise répartis sur la Région de Bruxelles-Capitale de manière géographiquement équilibrée.

§ 4. En l'absence d'achat de pneus neufs par des particuliers, les distributeurs et détaillants s'engagent à reprendre gratuitement tous les pneus usés présentés par ceux-ci. Dans ce cas de figure, la reprise se limite à quatre pneus par ménage pendant la durée de la présente convention environnementale.

§ 5. Les pneus usés repris par les producteurs, distributeurs et détaillants en exécution de l'obligation de reprise sont collectés suivant un des modes suivants :

- les détaillants peuvent remettre les pneus au distributeur de pneus neufs ;
- les producteurs, distributeurs et détaillants peuvent faire collecter les pneus usés par un collecteur homologué. La liste des collecteurs homologués peut être consultée sur le site Internet de l'organisme de gestion ;
- les producteurs, distributeurs et détaillants peuvent apporter les pneus usés à une entreprise de traitement disposant d'un permis délivré par l'autorité régionale compétente et agréée ou homologuée par l'organisme de gestion.

§ 6. L'organisme de gestion rédige un plan de collecte régissant les modalités pratiques de collecte. Ce plan de collecte fait partie du plan de gestion qui est soumis pour approbation à Bruxelles Environnement et mis à jour annuellement.

§ 7. L'organisme de gestion rédige un contrat-type pour la collecte et le tri des pneus usés qui permet au minimum d'atteindre les objectifs de la présente convention.

§ 8. Les points de collecte enregistrés s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués. Par ailleurs, lesdits points de collecte s'engagent à rapporter à l'organisme de gestion les quantités de pneus qui auraient été évacuées par des opérateurs non homologués.

Collecte de pneus usés auprès des personnes morales de droit public

Art. 10. § 1. Le producteur collecte à ses frais et de manière régulière, tous les pneus usés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public territorialement responsables de la gestion des déchets ménagers, dans la limite des quantités de pneus qu'il a mis à disposition sur le marché, et les fait traiter dans une installation autorisée.

afgelopen vijf jaar, alsook van hun prestaties, en analyseert het de toekomstige verwerkingstechnieken, waar mogelijk rekening houdend met hun toekomstige milieuprestaties. Deze studie heeft ten minste betrekking op de Europese markt. De bevindingen van het onderzoek zijn bedoeld als richtlijn voor mogelijke verwerkingstrajecten voor versleten banden met een minimale impact op het milieu en de menselijke gezondheid en met behoud van de veiligheidsaspecten van de band.

§ 5. In het kader van de kringloopeconomie voert het beheersorganisme lokale acties uit die de werkgelegenheid in Brussel bevorderen. Een voorbeeld hiervan is de mogelijkheid om een centrum voor de verzameling van de banden en een opleidingscentrum voor sorteren in Brussel op te richten.

HOOFDSTUK 3. — *Selectieve inzameling en sortering*

Inzameling van versleten banden bij producenten, distributeurs en eindverkopers

Art. 9. § 1. De eindverkoper neemt alle versleten banden die de consument bij de aankoop van een nieuwe band van hetzelfde type aanbiedt kosteloos terug en dit, in overeenstemming met het "1 voor 1 principe". Indien de consument bij aankoop van een nieuwe band geen versleten band aanbiedt, heeft hij twaalf maanden de tijd om dit te doen mits presentatie van een aankoopbewijs met een Belgische milieubijdrage. De eindverkoper mag in onderling overleg met de producent de hem aangeboden versleten banden zonder gelijktijdige aankoop terugnemen binnen de grenzen van de hoeveelheden die hij in het voorafgaande kalenderjaar heeft gekocht.

§ 2. De distributeur neemt alle ontvangen versleten banden regelmatig op eigen kosten van de eindverkopers terug, binnen de grenzen van de hoeveelheden die hij zelf in het vorige kalenderjaar van de producenten heeft gekocht.

§ 3. De producent neemt geregeld op eigen kosten bij de distributeurs of zo niet bij de erkende eindverkopers en ophalers, alle aanvaarde versleten banden terug, binnen de grenzen van de hoeveelheden banden die hij op de markt heeft aangeboden.

Hij zet een kosteloos ophaalnetwerk op dat geografisch evenwichtig verdeeld is over een voldoende aantal terugnamepunten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 4. De distributeurs en eindverkopers verbinden zich ertoe alle door hen aangeboden versleten banden kosteloos terug te nemen wanneer particulieren geen nieuwe banden kopen. In dit geval is de terugname beperkt tot vier banden per huishouden voor de duur van deze milieuovereenkomst.

§ 5. De versleten banden die door producenten, distributeurs en eindverkopers ter nakoming van de terugnameplicht worden teruggenomen, worden op een van de volgende wijzen ingezameld:

- o de eindverkopers kunnen hun banden terugsturen naar de distributeur van nieuwe banden;
- o de producenten, distributeurs en eindverkopers kunnen de versleten banden door een gehomologeerde ophaler laten inzamelen. De lijst van de erkende ophalers kan worden geraadpleegd op de website van het beheersorganisme;
- o de producenten, distributeurs en eindverkopers kunnen de versleten banden naar een verwerkingsbedrijf brengen dat over een door de bevoegde gewestelijke autoriteit beschikt en door het beheersorganisme erkend of gehomologeerd is.

§ 6. Het beheersorganisme stelt een inzamelplan op dat waarin de praktische aspecten van de inzameling regelt. Dit inzamelplan maakt deel uit van het beheersplan dat jaarlijks wordt bijgewerkt en ter goedkeuring aan Leefmilieu Brussel wordt voorgelegd.

§ 7. Het beheersorganisme stelt een modelovereenkomst op voor de inzameling en sortering van versleten banden, dat ten minste de verwezenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst mogelijk moet maken.

§ 8. De geregistreerde inzamelpunten verbinden zich ertoe de valoriseerbare banden uitsluitend te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren. Bovendien verbinden de genoemde inzamelpunten zich ertoe de hoeveelheden banden die door niet-gehomologeerde operatoren zijn verwijderd, aan het beheersorganisme te melden.

Inzameling van versleten banden bij rechtspersonen van publiek recht

Art. 10. § 1. De producent zamelt op eigen kosten en regelmatig alle van de huishoudens afkomstige versleten banden die zijn ingezameld door rechtspersonen van publiek recht die verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudelijk afval, binnen de grenzen van de hoeveelheden banden die hij op de markt heeft aangeboden, en laat deze in een erkende installatie verwerken.

§ 2. Une convention entre l'organisme de gestion et lesdites personnes morales de droit public détermine les conditions d'acceptation et de reprise des pneus usés, notamment le nombre maximum de pneus pouvant être déposés par les ménages dans les parcs à conteneurs.

§ 3. Le producteur couvre le coût réel et complet de la collecte des pneus usés pris en charge par les personnes morales de droit public territorialement responsables pour la gestion des déchets ménagers.

Tri

Art. 11. Après la collecte auprès du point de collecte, et avant valorisation, un tri par un opérateur homologué est effectué afin d'identifier un maximum de pneus réemployables et rechapables.

CHAPITRE 4. — (Pré)-traitement des pneus usés (Pré)-traitement

Art. 12. Les pneus usés valorisables, tels que définis à l'article 2, § 2, point 8 de la présente convention environnementale, sont traités en vue d'atteindre les objectifs tels que stipulés à l'article 3. A cette fin, l'organisme de gestion met en place des mesures adéquates en vue d'atteindre les objectifs.

Contrat-type ou cahier des charges

Art. 13. § 1. L'organisme de gestion soumet les contrats-types à destination des opérateurs, avant signature, à l'approbation de Bruxelles Environnement. Ces contrats-types comprennent au minimum des dispositions permettant d'atteindre les objectifs de la présente convention environnementale.

§ 2. Dans le cas où l'organisme de gestion recourt à une attribution via cahier des charges pour la collecte, le tri, le prétraitement et/ou le traitement, les principes suivants s'appliquent :

- Egalité de traitement ;
- Transparence ;
- Respect des règles de concurrence ;
- Respect de la ou des réglementations d'application et en vigueur ;
- Le ou les cahiers des charges seront soumis à l'approbation de Bruxelles Environnement. Les critères d'attribution des cahiers des charges feront en sorte qu'un nombre minimum d'opérateurs soient pris en compte lors de l'attribution dans le but d'une saine concurrence sur le marché et des critères de performance environnementale seront pris en compte.

Le déroulement de la procédure d'attribution est également soumise à l'avis de Bruxelles Environnement (réception des offres, sélection, choix final).

CHAPITRE 5. — Sensibilisation Sensibilisation des utilisateurs

Art. 14. L'organisme de gestion veille à la sensibilisation des utilisateurs concernant la collecte et le traitement des pneus usés en exécution de la présente convention environnementale et conformément au plan de prévention et de communication.

Avis « OBLIGATION DE REPRISE »

Art. 15. Le détaillant doit apposer visiblement dans chaque point de vente un avis intitulé « OBLIGATION DE REPRISE » indiquant comment il remplit l'obligation de reprise prévue par les dispositions de la présente convention environnementale et comment l'utilisateur peut se défaire de son pneu usé. Cela s'applique également en cas de vente hors d'un espace de vente.

Le matériel de sensibilisation que l'organisme de gestion mettra à disposition, est soumis à l'avis préalable de Bruxelles Environnement.

Plan de communication

Art. 16. § 1. Les méthodes de communication et de sensibilisation développées doivent tenir particulièrement compte des différents groupes cibles présents sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Les résultats de ces méthodes sont mesurés auprès de ces différents groupes avant et après les campagnes et au minimum sur une base annuelle.

§ 2. L'organisme de gestion élabore, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de cette convention environnementale, un plan de communication pour la durée de la convention environnementale. Ce plan de communication fait partie du plan de gestion et inclut à tout le moins les objectifs stratégiques et les lignes directrices générales.

§ 2. Een overeenkomst tussen het beheersorganisme en deze rechtspersonen van publiek recht bepaalt de voorwaarden voor de aanvaarding en de terugname van versleten banden, in het bijzonder het maximumaantal banden dat door de huishoudens op de containerparken mag worden gedeponneerd.

§ 3. De producent draagt de werkelijke en volledige kosten van de inzameling van de versleten banden die zijn overgenomen door de rechtspersonen van publiek recht die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudelijk afval.

Sortering

Art. 11. Na de inzameling bij het inzamelpunt en vóór de verwerking wordt door een gehomologeerde operator een sortering uitgevoerd om zoveel mogelijk herbruikbare en recycleerbare banden te identificeren.

HOOFDSTUK 4. — (Voor)-behandeling van de versleten banden (Voor)-behandeling

Art. 12. De valoriseerbare versleten banden, zoals gedefinieerd in artikel 2, § 2, punt 8, van deze milieuovereenkomst, worden verwerkt om de doelstellingen van artikel 3 te bereiken. Daartoe neemt het beheersorganisme passende maatregelen om de doelstellingen te verwezenlijken.

Modelovereenkomst of lastenboek

Art. 13. § 1. Het beheersorganisme legt de modelovereenkomsten voor de operatoren ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel alvorens deze te ondertekenen. Deze modelovereenkomsten dienen ten minste bepalingen te bevatten om de doelstellingen van deze milieuovereenkomst te bereiken.

§ 2. Wanneer het beheersorganisme de inzameling, sortering, voorbehandeling en/of behandeling gunt aan de hand van een lastenboek, zijn de volgende beginselen van toepassing:

- o Gelijke behandeling;
- o Transparantie;
- o Naleving van de mededingingsregels;
- o Naleving van de toepasselijke en geldende reglementen;
- o Het of de lastenboeken zullen ter goedkeuring worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel. De gunningscriteria van de lastenboeken zullen ervoor zorgen dat een minimumaantal operatoren in aanmerking wordt genomen voor de gunning, met het oog op een gezonde mededinging op de markt, en dat rekening wordt gehouden met criteria voor de milieuprestaties.

De gunningsprocedure is eveneens onderworpen aan het advies van Leefmilieu Brussel (ontvangst van de offertes, selectie, definitieve keuze).

HOOFDSTUK 5. — Bewustmaking Bewustmaking van de consumenten

Art. 14. Het beheersorganisme zorgt ervoor dat de gebruikers bewust worden gemaakt van de inzameling en verwerking van versleten banden in overeenstemming met deze milieuovereenkomst en het preventie- en communicatieplan.

Bericht "TERUGNAMEPLICHT"

Art. 15. De eindverkoper brengt op elk verkooppunt zichtbaar een bericht aan met de titel "TERUGNAMEPLICHT" dat aangeeft hoe hij voldoet aan de terugnameplicht uit hoofde van de bepalingen van deze milieuovereenkomst en hoe de gebruiker zich van zijn gebruikte band kan ontdoen. Dit geldt ook bij verkoop buiten een verkooppunt.

Het bewustmakingsmateriaal dat het beheersorganisme ter beschikking zal stellen, is onderworpen aan het voorafgaande advies van Leefmilieu Brussel.

Communicatieplan

Art. 16. § 1. De ontwikkelde communicatie- en bewustmakingsmethoden moeten in het bijzonder rekening houden met de verschillende doelgroepen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De resultaten van deze methoden worden voor en na de campagnes en ten minste jaarlijks bij deze verschillende groepen gemeten.

§ 2. Het beheersorganisme stelt binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van deze milieuovereenkomst een communicatieplan op voor de duur van de milieuovereenkomst. Dit communicatieplan maakt deel uit van het beheersplan en omvat ten minste de strategische doelstellingen en algemene krachtlijnen.

§ 3. Ce plan comprend, pour une année, le nombre et l'ampleur des campagnes, les publics cibles qui justifient une approche séparée, les méthodes de communication proposées et les méthodes d'évaluation des campagnes.

§ 4. L'organisme de gestion remet chaque année à la Région (i) un plan prévisionnel à joindre à l'actualisation du plan de gestion et (ii) un rapport sur les campagnes d'information et de sensibilisation menées et les résultats atteints à joindre au rapport annuel. Le rapportage sur les résultats atteints comprend une indication des actions engagées, des publics visés, des outils et une appréciation de la pertinence des actions engagées. Le plan de communication est évalué chaque année par l'organisme de gestion et adapté dans le cadre de l'actualisation annuelle du plan de gestion notamment sur base des recommandations de Bruxelles Environnement.

§ 5. Il est important que les messages véhiculés dans les campagnes de communication tiennent compte des groupes cibles visés et orientent leur message en fonction de ceux-ci.

Par rapport à cela, les campagnes de communication annuelles vers les distributeurs et détaillants portent notamment sur :

- L'impact environnemental du pneu ;
- L'intérêt économique et environnemental du rechapage, en particulier dans le secteur du poids-lourd, et tenant compte des résultats de l'étude d'analyse cycle de vie de 2017 menée par les bureaux d'étude Bleu Safran et Réévalu relative à l'impact environnemental des techniques de valorisation du pneu ;
- Comment sensibiliser/informer le consommateur/les groupes cibles.

Les campagnes de communication vers le consommateur portent notamment sur :

- L'impact environnemental du pneu ;
- La liste des points de collecte participants au système de collecte des pneus.

De nouveaux thèmes peuvent également être abordés. Ces thèmes sont : la quantité de résidus de pneus laissés sur la route et leurs effets sur l'environnement, comment produire de manière moins impactante pour l'environnement.

Une enquête a posteriori est menée portant sur l'état de conscientisation et de pratique des distributeurs et détaillants, et des utilisateurs, ainsi que sur le taux de réussite des campagnes menées chez les différents groupes cibles sur le plan environnemental et point de vue changement de comportement. Ces aspects peuvent faire partie du plan de communication et de son évaluation annuelle.

Il est important de tenir compte de la saisonnalité des pneus (hiver/été) dans la réalisation des campagnes. Meilleures périodes : mai-juin et octobre-novembre.

§ 6. Le plan de communication annuel est soumis à l'approbation de Bruxelles Environnement et les campagnes plus concrètes sont remises pour avis à Bruxelles Environnement afin de s'assurer du message en lien avec la protection de l'environnement et de la santé humaine dans les campagnes.

CHAPITRE 6. — *Financement* Contribution environnementale

Art. 17. § 1. Les producteurs qui ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion payent, à titre de financement des activités de l'organisme de gestion, une contribution environnementale par pneu à l'organisme de gestion lors de la mise sur le marché dudit pneu. Cette contribution environnementale peut différer selon la catégorie et le type de pneu.

§ 2. En ce qui concerne les pneus de première monte qui tombent sous le champ d'application de cette convention environnementale, les obligations qui découlent du Titre II, Chapitre IV, Section 2 de l'arrêté gestion des déchets sont d'application.

§ 3. L'organisme de gestion fixe le montant des différentes contributions environnementales compte tenu des frais de collecte et de traitement et plus généralement des frais exposés pour remplir ses obligations en exécution de cette convention environnementale.

Les modalités de calcul et d'évaluation des contributions environnementales ainsi que les conditions et les modalités de révision de ces contributions sont soumis à l'approbation de Bruxelles Environnement en vertu de l'arrêté gestion des déchets, article 2.3.6 § 1 1° et article 2.3.1, § 2, 5° a), c) et d).

Les montants des contributions environnementales doivent être soumis pour avis à Bruxelles Environnement. Les montants sont révisables annuellement.

§ 3. Dit plan omvat, voor een jaar, het aantal en de omvang van de campagnes, de doelgroepen die afzonderlijk moeten worden benaderd, de voorgestelde communicatiemethoden en de evaluatiemethoden voor de campagnes.

§ 4. Het beheersorganisme bezorgt het Gewest elk jaar (i) een voorlopig actieplan dat bij de actualisering van het beheersplan wordt gevoegd en (ii) een rapport over de gevoerde informatie- en bewustmakingscampagnes en de bereikte resultaten, dat bij het jaarverslag wordt gevoegd. De rapportage over de bereikte resultaten bevat een beschrijving van de uitgevoerde acties, de beoogde doelgroepen, de instrumenten en een waardering van de relevantie van de uitgevoerde acties. Het communicatieplan wordt elk jaar door het beheersorganisme geëvalueerd en aangepast in het kader van de jaarlijkse actualisering van het beheersplan, met name op basis van de aanbevelingen van Leefmilieu Brussel.

§ 5. Het is van belang dat de boodschappen die in de communicatiecampagnes worden overgebracht rekening houden met de doelgroepen en hun boodschap daarop afstemmen.

In dit verband wordt in de jaarlijkse communicatiecampagnes voor distributeurs en eindverkopers in het bijzonder aandacht besteed aan:

- o De milieu-impact van de band;
- o De economische en milieuvoordelen van loopvlakvernieuwing, met name in de vrachtwagensector, waarbij rekening wordt gehouden met de resultaten van de levenscyclusanalyse van 2017, uitgevoerd door de studie bureaus Bleu Safran en Révalu, over de milieueffecten van technieken voor de nuttige toepassing van banden;
- o Hoe kan men de consumenten/doelgroepen sensibiliseren/informereren?

De communicatiecampagnes voor de consument hebben onder meer betrekking op:

- o De milieu-impact van de band;
- o De lijst van inzamel punten die deelnemen aan het inzamelsysteem voor banden.

Ook nieuwe thema's kunnen aan de orde komen. Deze thema's zijn: de hoeveelheid bandenresten die op de weg achterblijft en hun weerslag op het milieu, hoe produceren met een kleinere milieu-impact.

Na de campagnes wordt een peiling uitgevoerd over het bewustzijn en de praktijk van distributeurs, eindverkopers en gebruikers, en over naar het succespercentage van de campagnes bij de verschillende doelgroepen op het vlak van het milieu en van de verandering van het gedrag. Deze aspecten kunnen deel uitmaken van het communicatieplan en zijn jaarlijkse evaluatie.

Het is belangrijk dat de campagnes rekening houden met de seizoengebondenheid van banden (winter/zomer). Beste periodes: mei-juni en oktober-november.

§ 6. Het jaarlijkse communicatieplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan Leefmilieu Brussel en de meer concrete campagnes worden ter advies voorgelegd aan Leefmilieu Brussel om de boodschap in verband met de bescherming van het leefmilieu en de gezondheid van de mens op het platteland te verzekeren.

HOOFDSTUK 6. — *Financiering* Milieubijdrage

Art. 17. § 1. De producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorganisme hebben gesloten, betalen een milieubijdrage per band aan het beheersorganisme wanneer die band op de markt wordt gebracht, als financiering van de activiteiten van het beheersorganisme. Deze milieubijdrage kan verschillen afhankelijk van de categorie en het type band.

§ 2. Voor banden voor eerste montage die onder het toepassingsgebied van deze milieuovereenkomst vallen, gelden de verplichtingen die voortvloeien uit titel II, hoofdstuk IV, afdeling 2, van het Besluit betreffende het afvalbeheer.

§ 3. Het beheersorganisme stelt het bedrag van de verschillende milieubijdragen vast, rekening houdend met de inzamelings- en verwerkingskosten en meer algemeen, de kosten die het maakt om zijn verplichtingen uit hoofde van deze milieuovereenkomst na te komen.

De procedures voor de berekening en beoordeling van de milieubijdragen en de voorwaarden en procedures voor de herziening van deze bijdragen zijn onderworpen aan de goedkeuring door Leefmilieu Brussel overeenkomstig het Besluit betreffende het beheer van afvalstoffen, artikel 2.3.6 § 1 1° en artikel 2.3.1, § 2, 5° a), c) en d).

De bedragen van de milieubijdragen moeten voor advies worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel. De bedragen mogen jaarlijks worden herzien.

§ 4. Les producteurs, distributeurs et détaillants s'engagent à ne pas vendre de pneus sur le marché belge pour lesquels il n'a pas été acquitté de contribution environnementale ou pour lesquels il ne peut pas être apporté de preuve de l'existence d'un système de reprise fermé. Cette clause figure dans le contrat d'adhésion à l'organisme de gestion.

§ 5. Les contributions environnementales avec mention des montants sont toujours indiquées séparément sur la facture, par catégorie et par type de pneu.

Plan financier

Art. 18. § 1. L'organisme de gestion soumet pour avis à Bruxelles Environnement au plus tard six mois après la signature de la convention environnementale un plan financier pour la durée de ladite convention. Ce plan comprend le calcul des contributions environnementales et les justifie.

§ 2. L'organisme de gestion soumet pour avis l'actualisation du plan pour l'année civile suivante avant le 1^{er} octobre.

§ 3. Le plan financier comprend :

- les coûts de fonctionnement de l'organisme ;
- les coûts de collecte ;
- les coûts de traitement ;
- en distinguant par type de flux, les frais de gestion, les investissements et leurs répartitions contributrices ;
- le calcul des cotisations environnementales et leurs modalités d'adaptation ;
- le mode d'encaissement ;
- la politique en matière de provisions et de réserves ;
- le financement des pertes éventuelles ;
- la politique d'investissement financier.

Des informations supplémentaires peuvent être demandées à l'organisme de gestion par Bruxelles Environnement.

§ 4. Le plan financier doit respecter les principes suivants :

• L'organisme de gestion doit disposer de réserves financières qui lui permettent de fonctionner pendant au moins 6 mois sans recettes. Sont concernés les postes 10 à 14 du Bilan (comptable) ;

• Les réserves ne peuvent dépasser 18 mois de coût de fonctionnement de la mise en œuvre de la Responsabilité élargie du producteur calculées sur la moyenne des 3 années précédentes. En cas de dépassement de cette règle sur 2 années consécutives l'organisme présente un plan d'apurement de ces réserves pour approbation à Bruxelles Environnement. Sont concernés les postes 60 à 64 du Bilan (comptable).

• La contribution unitaire est fixée en attribuant le coût réel et complet par catégorie et type de pneus tout en tenant compte des impacts environnementaux et de gestion en bon père de famille de l'organisme de gestion, et en veillant à ne pas opérer de financement croisé entre les différentes catégories et types de pneus.

• Toute variation de la contribution unitaire tient compte des deux premiers principes ci-dessus.

• La valorisation de réserves qui dépassent les seuils susmentionnés par le biais d'un Fonds (poste 66 du bilan comptable) est autorisée si l'objet du Fonds est de soutenir tout type de projet visant à encourager et à développer la filière de valorisation de pneus usés tout en veillant notamment à ce que les initiatives aient un potentiel important de valorisation en Belgique, dans ses trois Régions.

Dans le cadre de son rôle d'observateur au Conseil d'Administration de l'organisme de gestion, Bruxelles Environnement pourra donner son avis sur le transfert de sommes vers le Fonds ainsi que sur la nature des projets financés par ce biais.

CHAPITRE 7. — Rapportage

Missions de rapportage de l'organisme de gestion

Art. 19. § 1. Annuellement, avant le 31 mai, l'organisme de gestion met les données suivantes relatives à l'année civile précédente à la disposition de Bruxelles Environnement :

• La quantité totale, exprimée en kg, en unités et par catégorie, de pneus mis sur le marché en distinguant la quantité de pneus respectivement mis sur le marché du remplacement et équipant les véhicules neufs mis sur le marché (marché de première monte) ;

§ 4. De producenten, distributeurs en eindverkopers verbinden zich ertoe op de Belgische markt geen banden te verkopen waarvoor geen milieub[00c4][00b3]drage is betaald of waarvoor geen bew[00c4][00b3]s van het bestaan van een gesloten terugnamesysteem kan worden geleverd. Deze clausule is opgenomen in de toetredingsovereenkomst met het beheersorganisme.

§ 5. Milieubijdragen met vermelding van bedragen worden altijd apart vermeld op de factuur, per categorie en per bandentype.

Financieel plan

Art. 18. § 1. Het beheersorganisme legt uiterlijk zes maanden na de ondertekening van de milieuovereenkomst een financieel plan voor de duur van de milieuovereenkomst ter advies voor aan Leefmilieu Brussel. Dit plan omvat en rechtvaardigt de berekening van de milieubijdragen.

§ 2. Het beheersorganisme dient de actualisering van het plan voor het volgende kalenderjaar vóór 1 oktober voor advies in.

§ 3. Het financieel plan omvat:

- o de werkingskosten van het organisme;
- o de inzamelingskosten;
- o de verwerkingskosten;
- o met, per type stroom, een onderscheid tussen de beheerskosten, de investeringen en de verdeling van de bijdrage;
- o de berekening van de milieubijdragen en de wijze waarop deze worden aangepast;
- o de wijze van inning;
- o het beleid inzake voorzieningen en reserves;
- o de financiering van de eventuele verliezen;
- o het financiële investeringsbeleid.

Leefmilieu Brussel kan bijkomende informatie vragen aan het beheersorganisme.

§ 4. Het financieel plan dient de volgende principes na te leven:

o Het beheersorganisme moet ten minste over voldoende financiële reserves beschikken om gedurende 6 maanden te werken zonder inkomsten. Het betreft de posten 10 tot en met 14 van de (boekhoudkundige) balans;

o De reserves mogen niet meer bedragen dan 18 maanden exploitatiekosten voor de uitvoering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, berekend op basis van het gemiddelde van de 3 voorgaande jaren. Als dit plafond gedurende 2 opeenvolgende jaren wordt overschreden, legt het beheersorganisme een aanzuiveringsplan ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel. Het betreft de posten 60 tot en met 64 van de (boekhoudkundige) balans.

o De bijdrage per eenheid wordt vastgesteld door de werkelijke en de volledige kosten toe te rekenen per categorie en type band, waarbij rekening wordt gehouden met de milieueffecten en het behoedzame beheer door het beheersorganisme en ervoor wordt gezorgd dat er geen kruisfinanciëring plaatsvindt tussen de verschillende categorieën en type band.

o Elke variatie van de bijdrage per eenheid houdt rekening met de twee eerste principes hierboven.

o De reserves die bovenvermelde drempels overschrijden mogen worden gebruikt in het kader van een fonds (post 66 van de boekhoudkundige balans) indien de bedoeling van het fonds de ondersteuning van elk type project is die de verwerking van versleten banden stimuleert en ontwikkeld waarbij er ook op moet worden gelet dat deze initiatieven een belangrijk verwerkingspotentieel voor België of haar drie gewesten met zich meebrengen.

In het kader van haar taken als waarnemer in de raad van bestuur van het beheersorganisme krijgt Brussel Leefmilieu de mogelijkheid om advies te geven op de overdracht van bedragen aan het fonds en de aard van projecten die via het fonds worden gefinancierd.

HOOFDSTUK 7. — Rapportage

Rapportagetaken van het beheersorganisme

Art. 19. § 1. Jaarlijks stelt het beheersorganisme vóór 31 mei de volgende gegevens met betrekking tot het voorgaande kalenderjaar ter beschikking van Leefmilieu Brussel:

o De totale hoeveelheid op de markt gebrachte banden, uitgedrukt in kilogram, in eenheden en per categorie, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de hoeveelheid op de markt gebrachte banden en de hoeveelheid vervangingsbanden die op nieuw op de markt gebrachte voertuigen zijn gemonteerd (markt voor originele uitrusting);

- La quantité totale, exprimée en kg et en unités, de pneus usés collectés en Région de Bruxelles-Capitale en faisant la distinction entre les pneus usés collectés via le réseau des personnes morales de droit public, les pneus usés collectés via le réseau de distribution et les pneus usés collectés via les centres autorisés de démantèlement de véhicules hors d'usage ;

- Les installations dans lesquelles les pneus usés collectés ont été traités, la description de leur mode de traitement, et le taux de déchets éliminés à l'issue de ces traitements ;

- Les quantités totales, exprimées en kg et en unités, de pneus usés respectivement réemployés, rechapés, recyclés et valorisés énergétiquement ;

- La quantité totale de pneus usés, exprimée en kg et en unités, provenant des centres de démantèlement de véhicules hors d'usage.

§ 2. L'organisme de gestion rapporte de manière argumentée annuellement avant le 1^{er} juillet également sur les éléments ci-après qui sont repris dans un document joint au rapport annuel :

- L'explication des résultats relatifs aux données communiquées au § 1 ci-dessus ;

- Le plan de prévention (article 7) ;

- Le mode de collecte et de traitement, y compris la liste des collecteurs et entreprises de traitement ;

- La gestion financière de l'organisme de gestion ;

- Toutes les autres mesures du plan de gestion telles qu'établies entre les parties.

§ 3. L'organisme de gestion veille à ce que les données des §§ 1 et 2 précédents et des articles 2.2.12 § 1 1^o-7^o, 2.4.17 à 2.4.19 de l'arrêté gestion des déchets soient réceptionnées en même temps de sorte que Bruxelles Environnement puisse remplir ses missions de rapportage aisément, sous la forme d'un rapport annuel.

Mise à disposition des informations
par les distributeurs et détaillants

Art. 20. Les distributeurs et les détaillants de pneus mettront annuellement avant le 31 janvier de chaque année à la disposition de l'organisme de gestion, les données relatives à la quantité et les sortes de pneus collectés qui ont été évacués par des opérateurs non-homologués au cours de l'année civile précédente.

Rapportage financier

Art. 21. § 1. L'organisme de gestion et Bruxelles Environnement désignent ensemble la société de contrôle chargée de vérifier les comptes financiers de l'organisme de gestion afin de s'assurer que les flux financiers sont utilisés conformément aux objectifs de la présente convention environnementale. Annuellement, la société de contrôle fait un rapport écrit à l'organisme de gestion et à Bruxelles Environnement.

§ 2. Bruxelles Environnement peut demander toute information complémentaire qu'il estime nécessaire dans le cadre du contrôle afin de s'assurer que les flux financiers correspondent aux missions de l'organisme de gestion.

Conditions de rapportage

Art. 22. Les conditions de rapportage sont les suivantes :

- Les statistiques fournies à Bruxelles Environnement dans le cadre de l'obligation de reprise sont certifiées par un organisme de contrôle indépendant ;

- Les statistiques de collecte et de traitement transmises à l'organisme de gestion dans le cadre de l'obligation de reprise sont certifiées par un organisme de contrôle indépendant ;

- Les statistiques transmises à l'organisme de gestion par les producteurs dans le cadre de l'obligation de reprise sont certifiées par un organisme de contrôle indépendant. L'organisme de gestion ou tout tiers désigné par lui peut se charger de cette mission à condition que les membres soient contrôlés au moins une fois tous les 3 ans et que l'organisme de gestion rapporte annuellement cette action et ses résultats à Bruxelles Environnement.

L'organisme de gestion apporte la preuve des certifications par ces organismes de contrôle indépendants et présente les conclusions du rapport de l'organisme de contrôle indépendant.

- o De totale hoeveelheid versleten banden, uitgedrukt in kilo's en eenheden, ingezameld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de versleten banden ingezameld via het netwerk van rechtspersonen van publiek recht, de versleten banden ingezameld via het distributienetwerk en de versleten banden ingezameld via erkende centra voor de ontmanteling van afgedankte voertuigen;

- o De installaties waarin de opgehaalde versleten banden zijn verwerkt, een beschrijving van de verwerkingsmethode en de hoeveelheid afval die na deze behandeling is verwijderd;

- o De totale hoeveelheden versleten banden, uitgedrukt in kilo's en eenheden, die respectievelijk worden hergebruikt, gerechapeerd, gerecycled en nuttig toegepast voor energieopwekking;

- o De totale hoeveelheid versleten banden, uitgedrukt in kilo's en eenheden, afkomstig van centra voor de ontmanteling van afgedankte voertuigen.

§ 2. Het beheersorganisme brengt jaarlijks vóór 1 juli op met redenen omklede wijze verslag uit over de volgende elementen, die worden opgenomen in een bij het jaarverslag gevoegd document:

- o Toelichting bij de resultaten met betrekking tot de in § 1 hierboven verstrekte gegevens;

- o Het preventieplan (zie art 7);

- o De wijze van inzameling en verwerking, inclusief de lijst van de erkende centra;

- o Het financiële beheer van het beheersorganisme;

- o Alle andere tussen de partijen overeengekomen maatregelen van het beheersplan.

§ 3. Het beheersorganisme ziet erop toe dat de gegevens van de voorgaande §§ 1 en 2 en de artikelen 2.2.12 § 1 1^o-7^o, 2.4.17 tot 2.4.19 van het Besluit beheer van afvalstoffen samen in een jaarverslag worden opgenomen, zodat Leefmilieu Brussel haar rapportageopdrachten gemakkelijk kan vervullen.

Terbeschikkingstelling van informatie
door de distributeurs en eindverkopers

Art. 20. De distributeurs en eindverkopers van banden stellen jaarlijks vóór 31 januari aan het beheersorganisme gegevens ter beschikking over de hoeveelheid en het type opgehaalde banden die in het voorgaande kalenderjaar door niet-gehomologeerde operatoren zijn afgezet.

Financiële rapportage

Art. 21. § 1. Het beheersorganisme en Leefmilieu Brussel wijzen gezamenlijk een controleorganisme aan dat belast is met de controle van de rekeningen van het beheersorganisme, om te verzekeren dat de financiële stromen worden aangewend volgens de doelstelling van deze milieuovereenkomst. Het controleorganisme rapporteert jaarlijks schriftelijk aan het beheersorganisme en aan Leefmilieu Brussel.

§ 2. Leefmilieu Brussel kan alle aanvullende informatie opvragen die het in het kader van de controle nodig acht om zich ervan te vergewissen dat de geldstromen overeenstemmen met de taken van het beheersorganisme.

Rapportagevoorwaarden

Art. 22. De rapportagevoorwaarden zijn als volgt:

- o De statistieken die in het kader van de terugnameplicht aan Leefmilieu Brussel worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme;

- o De statistieken over de inzameling en verwerking die in het kader van de terugnameplicht aan het beheersorganisme worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme.

- o De statistieken die in het kader van de terugnameplicht door de producenten aan het beheersorganisme worden verstrekt, worden gecertificeerd door een onafhankelijk controleorganisme. Het beheersorganisme of een door het organisme aangewezen derde kan deze taak op zich nemen, op voorwaarde dat de leden ten minste om de drie jaar worden gecontroleerd en het beheersorganisme jaarlijks aan het Europees Milieuaagentschap verslag uitbrengt over deze actie en de resultaten ervan.

Het beheersorganisme levert het bewijs van certificering door deze onafhankelijke controleorganismen en presenteert de conclusies van het verslag van het onafhankelijke controleorganisme.

Mise à disposition des informations pour Bruxelles Environnement

Art. 23. L'organisme de gestion met à la disposition de Bruxelles Environnement, sur simple demande, les renseignements suivants :

- La liste des producteurs qui ont conclu un contrat d'adhésion avec l'organisme de gestion ;
- La liste des points de collecte enregistrés qui ont signé la Charte ;
- La liste des opérateurs homologués qui ont signé un contrat-type avec l'organisme de gestion.

Confidentialité des données

Art. 24. Si les parties le jugent nécessaire, un système peut être élaboré qui garantit la confidentialité des données.

CHAPITRE 8. — Missions et responsabilités du secteur

Missions et responsabilités des organisations et des producteurs

Art. 25. § 1. Les organisations créent ensemble avec les producteurs un organisme de gestion sous la forme d'une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité morale aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. Les organisations et les producteurs affiliés à l'organisme de gestion veillent ensemble à garantir le fonctionnement de l'organisme de gestion afin d'observer le respect des dispositions de la présente convention environnementale.

§ 3. L'organisme de gestion conclut un contrat d'adhésion avec les producteurs.

§ 4. Les producteurs assument la responsabilité du financement de l'organisme de gestion.

§ 5. Les producteurs prennent des initiatives de prévention en vue de réduire les nuisances environnementales sans porter atteinte à la sécurité et en informent l'organisme de gestion en exécution des dispositions du chapitre prévention de la présente convention environnementale.

§ 6. Les producteurs s'acquittent d'une contribution environnementale par pneu à l'organisme de gestion lors de la mise sur le marché belge dudit pneu. Les producteurs s'engagent à ne pas commercialiser de pneus sur le marché belge pour lesquels il n'a pas été acquitté de contribution environnementale ou pour lesquels l'existence d'un système de reprise fermé ne peut pas être démontré.

§ 7. La contribution environnementale est mentionnée séparément sur la facture conformément à l'article 17, § 5.

§ 8. Conformément à l'article 9, § 6, les producteurs s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisme de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués.

Missions et responsabilités des distributeurs et des détaillants

Art. 26. § 1. Les distributeurs et détaillants s'engagent à reprendre gratuitement les pneus usés présentés par des particuliers conformément aux conditions stipulées à l'article 9, § 1.

§ 2. Les distributeurs et détaillants de pneus mettent annuellement, avant le 31 janvier de chaque année, toutes les données rapportées à disposition de l'organisme de gestion conformément à l'article 20.

§ 3. Les distributeurs et détaillants participeront à la sensibilisation conformément aux dispositions relatives à la sensibilisation (cf. articles 14 et 15) de la présente convention environnementale.

§ 4. Conformément à l'article 9, § 6, les distributeurs et détaillants s'engagent à ne livrer les pneus valorisables à ou à les faire collecter que par des opérateurs homologués et à rapporter à l'organisme de gestion les quantités de pneus évacués par des opérateurs non homologués.

§ 5. La contribution environnementale telle que définie à l'article 17 est appliquée lors du montage d'un pneu neuf sauf lorsque le client apporte la preuve que ladite contribution environnementale a déjà été acquittée. Le montant perçu est reversé à l'organisme de gestion conformément aux dispositions de l'article 17.

§ 6. Les distributeurs et détaillants mentionnent la contribution environnementale séparément sur la facture conformément à l'article 17 § 5.

Terbeschikkingstelling van informatie aan Leefmilieu Brussel

Art. 23. Het beheersorganisme stelt op verzoek de volgende informatie ter beschikking van Leefmilieu Brussel:

- o De lijst van producenten die een toetredingsovereenkomst met het beheersorganisme hebben gesloten;
- o De lijst van geregistreerde inzamelpunten die het Charter hebben ondertekend;
- o De lijst van producenten die een modelovereenkomst hebben ondertekend met het beheersorganisme.

Vertrouwelijkheid van de gegevens

Art. 24. Indien partijen dit nodig achten, kan een systeem worden ontwikkeld dat de vertrouwelijkheid van de gegevens waarborgt.

HOOFDSTUK 8. — Taken en verantwoordelijkheden van de sector

Taken en verantwoordelijkheden van organisaties en producenten

Art. 25. § 1. De organisaties richten samen met de producenten een beheersorganisme op in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de Wet van 27 juni 1921 tot verlening van rechtspersoonlijkheid aan verenigingen zonder winstoogmerk en instellingen van openbaar nut.

§ 2. De bij het beheersorganisme aangesloten organisaties en producenten dragen samen zorg voor het functioneren van het beheersorganisme teneinde de naleving van de bepalingen van deze milieuovereenkomst te verzekeren.

§ 3. Het beheersorganisme sluit een toetredingsovereenkomst met de producenten.

§ 4. De producenten zijn verantwoordelijk voor de financiering van het beheersorganisme.

§ 5. De producenten nemen preventieve initiatieven om milieuverontreiniging te verminderen zonder de veiligheid in het gedrang te brengen en brengen het beheersorganisme daarvan op de hoogte volgens de bepalingen in het hoofdstuk preventie van deze milieuovereenkomst.

§ 6. De producenten betalen een milieubijdrage per band aan het beheersorganisme wanneer de band in België op de markt wordt gebracht. De producenten verbinden zich ertoe geen banden op de Belgische markt te brengen waarvoor geen milieubijdrage is betaald of waarvoor het bestaan van een gesloten terugnamesysteem niet kan worden aangetoond.

§ 7. De milieubijdrage wordt overeenkomstig artikel 17, § 5 afzonderlijk vermeld op de factuur.

§ 8. Overeenkomstig artikel 9, § 6, verbinden de producenten zich ertoe de valoriseerbare banden te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en aan het beheersorganisme verslag uit te brengen over de door niet-gehomologeerde operatoren verwijderde hoeveelheden banden.

Taken en verantwoordelijkheden van de distributeurs en de eindverkopers

Art. 26. § 1. De distributeurs en de eindverkopers verbinden zich ertoe door particulieren aangeboden versleten banden kosteloos terug te nemen volgens de in artikel 9, § 1 bepaalde voorwaarden.

§ 2. De distributeurs en eindverkopers van banden stellen jaarlijks vóór 31 januari alle gegevens ter beschikking die zij overeenkomstig artikel 20 aan het beheersorganisme hebben meegedeeld.

§ 3. De distributeurs en eindverkopers zullen overeenkomstig de bepalingen aangaande de bewustmaking (zie artikelen 14 en 15) van deze milieuovereenkomst aan de bewustmaking deelnemen.

§ 4. Overeenkomstig artikel 9 § 6 verbinden distributeurs en eindverkopers zich ertoe valoriseerbare banden te leveren aan of te laten ophalen door gehomologeerde operatoren en aan het beheersorganisme verslag uit te brengen over de door niet-gehomologeerde operatoren afgezette hoeveelheden banden.

§ 5. De milieubijdrage zoals gedefinieerd in artikel 17 geldt bij de montage van een nieuwe band, tenzij de klant het bewijs levert dat de genoemde milieubijdrage reeds is betaald. Het ontvangen bedrag wordt overeenkomstig artikel 17 aan het beheersorganisme terugbetaald.

§ 6. De distributeurs en eindverkopers vermelden de milieubijdrage overeenkomstig artikel 17, § 5, afzonderlijk op de factuur.

CHAPITRE 9. — *Missions de l'organisme de gestion*

Tâches de gestion

Art. 27. L'organisme de gestion assume toutes les tâches de gestion indispensables à la mise en application de la convention environnementale, notamment :

1. Les initiatives en matière de prévention ;
2. La sensibilisation conformément à l'article 14 ;
3. La gestion de la collecte des pneus usés ;
4. La gestion du traitement des pneus usés ;
5. Le respect des obligations d'information à Bruxelles Environnement dans la mise en application de la présente convention environnementale ;
6. La mise en place d'un système de contrôle de la provenance des pneus usés avec les distributeurs, détaillants et les opérateurs ;
7. La surveillance des résultats et de la mise en application des autres dispositions de la présente convention environnementale ;
8. Le rapportage à Bruxelles Environnement conformément au chapitre 7 de la présente convention environnementale.

Harmonisation des procédures

Art. 28. L'organisme de gestion vise à la plus grande harmonisation possible en matière de procédures administratives et logistiques.

Plan de gestion

Art. 29. § 1. L'organisme de gestion dépose au plus tard six mois après la signature de la convention environnementale un plan de gestion pour la durée de ladite convention environnementale à l'approbation de Bruxelles Environnement où il indique comment il met en application les dispositions de la convention environnementale. Annuellement, avant le 1^{er} octobre, l'organisme de gestion dépose pour approbation l'actualisation pour l'année civile suivante, ainsi qu'une évaluation du plan de gestion précédent.

§ 2. Le plan de gestion se compose comme suit :

- Les modalités de l'article 27 ;
- Le plan financier tel que défini à l'article 18 ;
- Le plan de communication tel que défini à l'article 16 ;
- Le plan de prévention tel que défini à l'article 7 ;
- Le plan de collecte tel que défini à l'article 9 § 7 ;
- Les points de suivi repris dans l'annexe I de cette convention.

§ 3. Le plan de gestion fait l'objet d'une discussion avec Bruxelles Environnement, et/ou un expert technique désigné par lui, dès son établissement coïncidant avec l'entrée en vigueur de la convention, ou au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de la convention, également en milieu de convention pour une évaluation intermédiaire, et en fin de convention pour une évaluation finale qui donnera lieu aux discussions pour le renouvellement de la convention.

§ 4. Sur la base du plan de gestion de départ, de l'évaluation intermédiaire et de l'évaluation finale, Bruxelles Environnement et l'organisme de gestion procèdent à une évaluation technique additionnelle des éléments du plan de gestion tel que repris au paragraphe 2. Cette évaluation technique additionnelle a pour but de souligner les résultats positifs de l'organisme de gestion dans la gestion du flux, mais également de proposer des pistes d'amélioration de gestion s'il est constaté que d'autres méthodes peuvent être utilisées. Les pistes d'amélioration identifiées sont mises en œuvre et financées par l'organisme de gestion.

§ 5. L'expert externe désigné au § 4. est recruté au moyen d'un marché public conjoint dans lequel 50 % de la facture à payer incombe à l'organisme de gestion et 50 % incombe à Bruxelles Environnement. Bruxelles Environnement est le pouvoir adjudicateur du marché public. Dans le cadre de ce marché, tant le choix de l'expert externe après évaluation des critères de sélection et d'attribution, sa mission, la mise en œuvre des résultats, que le montant du marché sont convenus de commun accord entre Bruxelles Environnement et l'organisme de gestion.

§ 6. Les experts susmentionnés ne présentent pas de conflit d'intérêt par rapport à l'organisme de gestion et est soumis à une convention de confidentialité. Le rôle de l'expert technique ne se substitue en aucun cas au rôle de Bruxelles Environnement.

Contrats

Art. 30. L'organisme de gestion soumet pour approbation à Bruxelles Environnement tous les contrats uniformes en exécution de la présente convention environnementale au plus tard six mois après

HOOFDSTUK 9. — *Financiering van het beheersorganisme*

Beheerstaken

Art. 27. Het beheersorganisme neemt alle beheerstaken op zich die nodig zijn voor de uitvoering van de milieuovereenkomst, met name:

1. De initiatieven op het gebied van de preventie;
2. De bewustmaking conform artikel 14.
3. Het beheer van de inzameling van versleten banden;
4. Het beheer van de verwerking van de versleten banden;
5. De naleving van de informatieplichten tegenover Leefmilieu Brussel bij de uitvoering van deze milieuovereenkomst;

6. De implementatie van een systeem om de herkomst van versleten banden te controleren bij distributeurs, eindverkopers en operatoren;

7. Het toezicht op de resultaten en uitvoering van de andere bepalingen van deze milieuovereenkomst;

8. De rapportage aan Leefmilieu Brussel volgens hoofdstuk 7 van deze milieuovereenkomst.

Harmonisatie van de procedures

Art. 28. Het beheersorganisme streeft naar een zo groot mogelijke uniformiteit inzake administratieve procedures en logistiek.

Beheersplan

Art. 29. § 1. Het beheersorganisme legt uiterlijk zes maanden na de ondertekening van de milieuovereenkomst een beheersplan voor de duur van de milieuovereenkomst ter goedkeuring voor aan Leefmilieu Brussel. Jaarlijks vóór 1 oktober legt het beheersorganisme de actualisering voor het volgende kalenderjaar ter goedkeuring voor, samen met een evaluatie van het vorige beheersplan.

§ 2. Het beheersplan is als volgt samengesteld:

- o De modaliteiten van artikel 27;
- o Het financiële plan zoals gedefinieerd in artikel 18;
- o Het communicatieplan zoals gedefinieerd in artikel 16;
- o Het preventieplan zoals gedefinieerd in artikel 7;
- o Het preventieplan zoals gedefinieerd in artikel 9 § 7;
- o De te volgen punten vermeld in bijlage I bij deze overeenkomst.

§ 3. Het beheersplan wordt besproken met Leefmilieu Brussel en/of een door Leefmilieu Brussel aangestelde technische expert, zodra het is opgesteld, tegelijk met de inwerkingtreding van de overeenkomst, of uiterlijk 6 maanden na de inwerkingtreding van de overeenkomst, in de helft van de overeenkomst voor een tussentijdse evaluatie, en op het einde van de overeenkomst voor een eindevaluatie.

§ 4. Op basis van het initiële beheersplan, de tussentijdse en de eindevaluatie door het beheersorganisme, voert Leefmilieu Brussel een bijkomende technische evaluatie uit, met name van de elementen van het beheersplan vermeld in § 2. Ze heeft ook tot doel de positieve resultaten van het beheer van de afvalstromen door beheersorganisme te benadrukken en verbeteringen van het beheer voor te stellen indien wordt vastgesteld dat men andere methoden kan gebruiken. Het beheersorganisme voert de geïdentificeerde verbeteringen uit en financiert ze.

§ 5. De externe expert waarvan sprake in § 4. wordt aangeduid in het kader van een openbare aanbesteding. 50% van de factuur van de externe expert wordt door het beheersorganisme betaald. De andere 50% worden door Leefmilieu Brussel betaald. Leefmilieu Brussel is de aanbestedende overheid. In het kader van deze aanbesteding, bepalen Leefmilieu Brussel en het beheersorganisme in onderlinge overeenstemming en na evaluatie van de selectie- en attributiecriteriën de keuze van de externe expert, zijn opdracht, de uitvoering van de resultaten van de evaluatie en het bedrag van de aanbesteding.

§ 6. Bovenvermelde experten hebben geen belangenconflict ten opzichte van het beheersorganisme en is onderworpen aan een vertrouwelijkheidsovereenkomst. De rol van technisch expert vervangt in geen geval de rol van Leefmilieu Brussel.

Contracten

Art. 30. Het beheersorganisme legt alle uniforme contracten in het kader van de uitvoering van deze milieuovereenkomst uiterlijk zes maanden na de ondertekening van de overeenkomst ter goedkeuring

signature de cette dernière. Toute modification de ces contrats est approuvée au préalable par Bruxelles Environnement.

Conseil d'Administration

Art. 31. Bruxelles Environnement a, au nom de la Région, un rôle d'observateur au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale de l'organisme de gestion. A cet effet, il est invité en temps utile à participer aux réunions que l'organisme de gestion organise et en reçoit le rapport au moins une semaine avant la date de la réunion. Au moins un représentant de la distribution siège dans le Conseil d'administration de l'organisme de gestion.

Comité d'accompagnement

Art. 32. Il est institué un Comité d'accompagnement.

Ce Comité est composé au moins de :

- un représentant du Ministre de l'Environnement ;
- un représentant de Bruxelles Environnement ;
- un représentant de l'organisme de gestion.

Chaque représentant peut se faire remplacer par un suppléant.

Des experts peuvent être invités ponctuellement en fonction de l'ordre du jour.

Ces experts ne présentent pas de conflit d'intérêt par rapport à l'organisme de gestion et sont, le cas échéant, soumis à la signature d'une convention de confidentialité. Le Comité d'accompagnement se réunit de préférence deux fois par an. Aux environs de juin pour la présentation du rapport annuel, aux environs d'octobre pour la présentation de plan de prévention et de gestion. Toutes les autres fois sur demande des représentants du Comité d'accompagnement.

Au moins les sujets suivants seront soumis au Comité d'accompagnement :

- Le plan pluriannuel de prévention et de gestion ;
- L'actualisation annuelle du plan de prévention et de gestion ;
- Le plan financier ;
- L'actualisation annuelle du plan financier ;
- Les éléments constitutifs des cotisations des membres ;
- Le plan stratégique de communication ;
- Le rapport annuel, ainsi que les rapports de traitement.

L'organisme de gestion peut présenter au Comité d'accompagnement tous les éléments qui sont soumis à l'approbation ou à l'avis de Bruxelles Environnement aux termes de cette convention environnementale.

Forum de discussion

Art. 33. § 1. En vue de s'assurer de la bonne exécution de la convention environnementale, un forum de discussion est mis en place. Il est composé de représentants des opérateurs de collecte, de tri, de prétraitement et de traitement, de représentants de la distribution, des détaillants, de représentants de l'organisme de gestion, de la Région, des associations de consommateurs, des associations environnementales. Au moins deux réunions sont organisées sur la durée de la convention environnementale.

§ 2. L'organisme de gestion y présente les résultats opérationnels atteints et la stratégie pour le futur. L'objectif des réunions est d'informer les participants des actions de mise en œuvre de la convention, d'échanger des idées pour améliorer les résultats.

§ 3. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal transmis à toutes les personnes présentes.

Adhésion

Art. 34. § 1. L'organisme de gestion ne peut en aucun cas refuser l'adhésion d'une entreprise soumise à l'obligation de reprise visée dans la présente convention environnementale. L'organisme de gestion peut déroger à cette obligation pour motif grave après approbation de Bruxelles Environnement.

§ 2. L'organisme de gestion soumet le contrat d'adhésion pour avis à Bruxelles Environnement.

voor aan Leefmilieu Brussel. Elke wijziging van deze contracten wordt vooraf goedgekeurd door Leefmilieu Brussel.

Raad van Bestuur

Art. 31. Leefmilieu Brussel, of een door haar aangestelde persoon, zal namens het Gewest de rol van waarnemer vervullen in de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van het beheersorganisme. Daartoe wordt het tijdig uitgenodigd om deel te nemen aan door het beheersorganisme georganiseerde vergaderingen en ontvangt het het verslag ten minste één week voor de datum van de vergadering. Ten minste één distributievertegenwoordiger zetelt in de Raad van Bestuur van het beheersorganisme.

Begeleidingscomité

Art. 32. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht.

Dit Comité bestaat ten minste uit:

- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu;
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel;
- een vertegenwoordiger van het beheersorganisme.

elke vertegenwoordiger kan zich laten vervangen door een vervanger.

Afhankelijk van de agenda kunnen af en toe experten worden uitgenodigd.

Het Begeleidingscomité vergadert bij voorkeur twee keer per jaar. Omstreeks juni voor de presentatie van het jaarverslag en omstreeks oktober voor de presentatie van het preventie- en beheersplan. Alle andere vergaderingen vinden plaats op aanvraag van de vertegenwoordigers van het Begeleidingscomité.

Ten minste de volgende onderwerpen worden aan het Begeleidingscomité voorgelegd:

- Het meerjarig preventie- en beheersplan;
- De jaarlijkse actualisering van het preventie- en beheersplan;
- Het financiële plan;
- De jaarlijkse actualisering van het financieel plan;
- De elementen waaruit de bijdragen van de leden bestaan;
- Het strategische communicatieplan;
- Het jaarverslag en de verwerkingsrapporten.

Het beheersorganisme kan alle elementen die in het kader van deze milieuovereenkomst voor goedkeuring of advies aan Leefmilieu Brussel worden voorgelegd aan het Begeleidingscomité voorstellen.

Discussieforum

Art. 33. § 1. Om de goede uitvoering van de bepalingen van deze milieuovereenkomst te waarborgen, wordt een discussieforum georganiseerd. Het forum wordt samengesteld door vertegenwoordigers van de inzamelings-, sorterings-, voorbehandelings- en verwerkingsoperatoren, vertegenwoordigers van de distributie en de eindverkopers, vertegenwoordigers van het beheersorganisme en van het Gewest, vertegenwoordigers van gebruikersverenigingen en vertegenwoordigers van milieuverenigingen. Er worden ten minste twee vergaderingen georganiseerd tijdens de duur van de milieuovereenkomst.

§ 2. Het beheersorganisme zal er de operationele resultaten en de strategie voor de toekomst voorstellen. De bedoeling van de vergaderingen is de deelnemers te informeren over de acties die worden genomen ter uitvoering van de bepalingen van de milieuovereenkomst en ideeën uit te wisselen om de resultaten te verbeteren.

§ 3. Van elke vergadering worden notulen opgemaakt die aan alle aanwezigen worden bezorgd.

Toetreding

Art. 34. § 1. Het beheersorganisme mag de toetreding weigeren van geen enkele onderneming die aan de in deze milieuovereenkomst bedoelde terugnameplicht onderworpen is. Het beheersorganisme kan van deze verplichting afwijken als er ernstige redenen zijn en na goedkeuring door Leefmilieu Brussel.

§ 2. Het beheersorganisme legt de toetredingsovereenkomst ter advies voor aan Leefmilieu Brussel.

CHAPITRE 10. — Engagements de la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 35. La Région de Bruxelles-Capitale consulte les autres autorités régionales pour que, dans la mesure du possible, la réglementation relative à la responsabilité élargie du producteur entre en vigueur de manière harmonisée tant au niveau des modalités, qu'au niveau de la durée des conventions environnementales dans les trois Régions du territoire belge.

Art. 36. Bruxelles Environnement veille au nom de la Région de Bruxelles-Capitale à ce que l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et l'arrêté gestion des déchets, soient strictement appliqués et les infractions verbalisées.

Art. 37. La Région veille à mettre en œuvre les réglementations européennes de manière uniforme dans toute la mesure du possible, dans le respect du principe de subsidiarité (c'est-à-dire en agissant au niveau le plus approprié).

Art. 38. La Région de Bruxelles-Capitale s'engage, après concertation avec l'organisme de gestion, à prendre des initiatives pouvant contribuer à atteindre les objectifs de la présente convention environnementale, notamment :

1. En prenant les dispositions réglementaires complémentaires à son niveau ;
2. Apporter de l'attention à la destination des déchets lors des contrôles et autres traitement des dossiers ;
3. Montrer l'exemple lors de l'achat de services, travaux et produits en donnant préférence lors des marchés publics à une politique d'achat éthique et durable.

CHAPITRE 11. — Pneus usés utilisés comme couverture de silos par les agriculteurs

Art. 39. En dehors du cadre de la législation relative à l'obligation de reprise, les producteurs, l'organisme de gestion et la Région de Bruxelles-Capitale s'engagent à chercher ensemble avec le secteur agricole des solutions pour la collecte et le traitement des pneus qui sont utilisés comme couverture des silos dans ce secteur. Les moyens utilisés à cette fin ne peuvent pas mettre en péril l'exécution de l'obligation de reprise et doivent être proportionnels aux possibilités financières de l'organisme de gestion et de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE 12. — Dispositions finales

Commission des litiges

Art. 40. § 1^{er}. Une commission des litiges est constituée en cas de conflit portant sur l'exécution de la convention environnementale. Sa composition est fixée selon la nature du conflit. Elle est toujours composée de deux représentants de l'organisme de gestion et de deux représentants de la Région.

Le président est élu parmi les représentants de la Région avec le consensus des quatre représentants.

§ 2. Les décisions de la commission des litiges sont prises par consensus. Lorsqu'un consensus ne peut être atteint, la commission des litiges fait rapport au Gouvernement de la Région.

§ 3. Dans le cas d'un conflit et dans l'attente d'une médiation, l'organisme de gestion poursuit ses activités selon le mode de fonctionnement préalable au conflit.

Durée et fin de la convention

Art. 41. § 1. La convention environnementale est conclue pour une durée initiale de 6 ans et entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*, conformément à l'ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales.

§ 2. L'évaluation finale du plan de gestion par l'organisme de gestion, un an avant l'échéance de la convention, sert de base à la négociation pour le renouvellement de la présente convention.

§ 3. A l'échéance de la convention, toutes les modifications apportées au cadre réglementaire depuis la conclusion de la présente convention sont réputées être requises par l'intérêt général et s'appliquent de plein droit aux parties à partir de leur entrée en vigueur.

Modifications

Art. 42. § 1^{er}. Les dispositions de la présente convention environnementale sont adaptées à une éventuelle modification du droit européen en la matière ou à toute autre obligation découlant du droit international, pour autant que ces modifications aient un effet direct ou aient été transposées dans le droit national.

HOOFDSTUK 10. — Verbintenissen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 35. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overlegt met de andere gewestelijke overheden om te verzekeren dat de regelgeving inzake de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid op een geharmoniseerde manier in werking treedt, zowel op het vlak van de modaliteiten als op dat van de duur van de milieuovereenkomsten in de drie Gewesten van het Belgisch grondgebied.

Art. 36. Leefmilieu Brussel zal er namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over waken dat de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en het Besluit betreffende het beheer van afvalstoffen strikt worden toegepast en overtredingen worden geverbaliseerd.

Art. 37. Het Gewest ziet toe op een zo uniform mogelijke uitvoering van de Europese regelgeving, met inachtneming van het subsidiariteitsbeginsel (d.w.z. op het meest geschikte niveau).

Art. 38. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt zich ertoe, na overleg met het beheersorganisme, initiatieven te nemen die bijdragen tot het bereiken van de doelstellingen van deze overeenkomst, onder andere door:

1. Aanvullende regelgevende maatregelen te nemen op zijn niveau;
2. Bij de controles en andere behandelingen van dossiers de bestemming van het afval na te gaan;
3. Het goede voorbeeld te geven bij de aankoop van diensten, werken en producten door in overheidsopdrachten de voorkeur te geven aan een ethisch en duurzaam aankoopbeleid.

HOOFDSTUK 11. — Door boeren als silodeksels gebruikte versleten banden

Art. 39. Naast de wetgeving inzake de terugnameplicht verbinden de producenten, het beheersorganisme en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich ertoe om in samenwerking met de landbouwsector oplossingen te vinden voor de inzameling en de verwerking van banden die worden gebruikt om silo's in de landbouwsector te bedekken. De daartoe gebruikte middelen mogen de uitvoering van de terugnameplicht niet in het gedrang brengen en moeten in overeenstemming zijn met de financiële mogelijkheden van het beheersorganisme en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK 12. — Slotbepalingen

Geschillencommissie

Art. 40. § 1. In geval van een geschil over de uitvoering van de milieuovereenkomst zal een geschillencommissie samengesteld worden. Deze commissie wordt samengesteld afhankelijk van de aard van het geschil. Ze bestaat altijd uit twee vertegenwoordigers van het beheersorganisme en twee vertegenwoordigers van het Gewest.

De voorzitter wordt gekozen uit de vertegenwoordigers van het Gewest met de consensus van de vier vertegenwoordigers.

§ 2. De beslissingen van de geschillencommissie worden bij consensus genomen. Indien geen consensus kan worden bereikt, brengt de geschillencommissie verslag uit bij de Regering van het Gewest.

§ 3. In geval van een conflict en in afwachting van bemiddeling, zet het beheersorganisme zijn activiteiten voort op de wijze van vóór het geschil.

Duur en einde van de overeenkomst

Art. 41. § 1. De milieuovereenkomst wordt afgesloten voor een initiële duur van 6 jaar en treedt in werking op de tiende dag na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, in overeenstemming met de Ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten.

§ 2. De eindevaluatie van het beheersplan door het beheersorganisme, een jaar voor de einddatum van de overeenkomst, dient als basis voor de onderhandelingen voor de hernieuwing van deze overeenkomst.

§ 3. Op de einddatum van de overeenkomst worden alle wijzigingen die aan het wettelijk kader werden aangebracht sinds de aanvang van deze overeenkomst geacht verworven te zijn door het algemeen belang en zijn ze van rechtswege van toepassing op de partijen vanaf hun inwerkingtreding.

Wijzigingen

Art. 42. § 1. De bepalingen van deze milieuovereenkomst zullen worden aangepast aan een eventuele wijziging van de Europese wetgeving ter zake of aan elke andere verplichting die voortvloeit uit het internationaal recht, indien deze wijzigingen directe werking hebben of zijn omgezet in het Belgisch recht.

§ 2. La présente convention peut également être modifiée conformément à l'article 10 de l'ordonnance sur les conventions environnementales.

Résiliation

Art. 43. La présente convention peut être résiliée de manière unilatérale ou de commun accord moyennant un préavis de 6 mois, et selon les modalités prévues à l'article 11 de l'ordonnance conventions environnementales.

Clause de compétence

Art. 44. Tout litige naissant de la présente convention ou y afférent et pour lequel aucune solution ne peut être trouvée au sein de la commission des litiges, visé à l'article 40 de la présente convention, est soumis aux tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Clauses pénale et administrative

Art. 45. Les dispositions prévues par le Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale s'appliquent en cas de non-respect des dispositions de la présente convention environnementale conformément à l'article 14 de l'ordonnance conventions environnementales.

Clauses finales

Art. 46. La présente convention environnementale a été établie en français et en néerlandais. En cas de discordance entre les deux versions, seule la version française fait foi.

La présente convention environnementale a été conclue à Bruxelles le 13 mars 2019 et signée par les représentants de toutes les parties dont chacune reconnaît en avoir reçu un exemplaire de la convention environnementale.

Pour la Région :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,

R. VERVOORT

La Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'eau du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,

C. FREMAULT

Pour les organisations :

Pour l'asbl TRAXIO, Mobility Retail and Technical Distribution,
Le Président, D. PERWEZ

Groupeement des Distributeurs et Agents de Marques automobiles,
Le Président P. DAENINCK

IAS, Groupeement « Independent Automotive Specialists »,
Le Président P. GODART

FEDERTYRE, Groupeement des Spécialistes du Pneu,
Le Président, F. LAMBRECHT

Pour l'a.s.b.l. Fédération du Matériel pour l'Automobile,
Le Président, E. DUBOIS

Pour l'a.s.b.l. SIGMA, Groupeement des Représentants Généraux de Matériels pour les Travaux Publics et Privés, le Bâtiment et la Manutention,

Le Président, D. VAN HAUT

Pour l'a.s.b.l. FEDAGRIM, Fédération Belge des Fournisseurs de machines, bâtiments et équipements pour l'Agriculture et les Espaces Verts,

Le Président, J. COLPAERT

Pour l'a.s.b.l. FEBIAC, la fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle la Confédération,
Le Président, P. DEHENNIN

Pour l'a.s.b.l. RECYTYRE,
Le Directeur, C. LORQUET

§ 2. Deze overeenkomst kan ook worden gewijzigd overeenkomstig artikel 10 van de Ordonnantie betreffende de milieuovereenkomsten.

Opzegging

Art. 43. Deze overeenkomst kan eenzijdig of door alle partijen worden opgezegd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden en mits naleving van de modaliteiten voorzien in artikel 11 van de Ordonnantie betreffende de milieuovereenkomsten.

Bevoegdheidsclausule

Art. 44. Elk geschil dat uit deze overeenkomst ontstaat of ermee verband houdt en waarvoor geen oplossing kan worden gevonden in de geschillencommissie vermeld in artikel 40 van deze overeenkomst, wordt voorgelegd aan de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Boete- en administratieve clausules

Art. 45. De bepalingen voorzien door het Wetboek van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid van 25 maart 1999 zijn van toepassing op deze milieuovereenkomst, overeenkomstig artikel 14 van de Ordonnantie betreffende de milieuovereenkomsten.

Slotbepalingen

Art. 46. Deze milieuovereenkomst is opgesteld in het Frans en in het Nederlands. Ingeval van tegenstrijdigheid tussen beide versies, is de Franse versie de beslissende versie.

Deze milieuovereenkomst is gesloten te Brussel, op 13 maart 2019, en ondertekend door vertegenwoordigers van alle partijen, die elk erkennen een exemplaar van de milieuovereenkomst te hebben ontvangen.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

De Minister-President van de
Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister van Leefmilieu, Energie en
Waterbeleid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
C. FREMAULT

Voor de organisaties:

Voor TRAXIO vzw, Mobility Retail and Technical Distribution,
De Voorzitter, D. PERWEZ

Groepering van Autodealers en -Agenten,
De Voorzitter, P. DAENINCK

IAS, Groepering van "Independent Automotive Specialists",
De Voorzitter, P. GODART

FEDERTYRE, Groepering van Bandenspecialisten
De Voorzitter, F. LAMBRECHT

Voor de vzw Federatie Automateriaal,
De Voorzitter, E. DUBOIS

Voor de vzw SIGMA, Federatie van de algemeen vertegenwoordigers van materieel voor openbare en private werken, voor de bouw en voor goederenbehandeling,

De Voorzitter, D. VAN HAUT

Voor de vzw FEDAGRIM, Belgische federatie van leveranciers van machines, gebouwen en uitrusting voor de Landbouw en Groene Ruimte,

De Voorzitter, J. COLPAERT

Voor de vzw FEBIAC,
Belgische Federatie der Auto en Rijkswielrijverheden,
De Voorzitter, P. DEHENNIN

Voor de vzw Recytyre,
De Directeur, C. LORQUET

Annexe(s)**Annexe 1^{re}: Contenu de l'évaluation technique.**

L'évaluation technique porte, le cas échéant, entre autres sur les éléments suivants :

1. Impact environnemental :
 - Amélioration continue du système (innovation, mise à jour régulière, etc.) ;
 - Recherche et recours aux meilleures technologies possibles en matière de gestion du déchet (collecte, transport, réemploi, réutilisation, processus de recyclage innovants, etc.), par le biais d'études par exemple ;
 - Politique durable en matière de communication vers le(s) public(s)-cible(s) (exemple : limiter l'utilisation de petits objets promotionnels etc.) ;
 - Critères environnementaux dans les cahiers des charges : recours à des opérateurs présentant une politique durable (réduction émissions CO₂, parc automobile durable, etc.), distance (réduction émissions CO₂, etc.) ;
2. Statistiques (et méthodologie) :
 - Atteinte du taux de collecte ;
 - Méthodologie de calcul du taux et des quantités collectées par rapport à la mise sur le marché et la répartition régionale ;
 - Atteinte du taux de traitement ;
 - Méthodologie de calcul du taux et des quantités traitées par type de déchets (cf. Règlement européen) ;
 - Concordance entre les chiffres de mise sur le marché, de collecte, de stock et de quantités envoyées pour le traitement (assure un suivi depuis la mise sur le marché, en passant par la collecte et en terminant par le traitement et précisément ce qui en sort).
3. Complément au plan financier :
 - Allocation des dépenses et des recettes par types/catégories et permettant d'identifier les différentes sources de financement de l'ensemble du budget, y compris pas de financement croisé entre les différentes catégories de pneus ;
 - Méthodologie pour le calcul des contributions environnementales, respect du principe de coût réel et complet, identification des différents types/catégories de déchets (pas de financement croisé).

Bijlage(n)**Bijlage 1: Inhoud van de technische evaluatie.**

De technische evaluatie heeft, indien nodig, onder meer betrekking op de volgende elementen:

1. Milieu-impact:
 - Continue verbetering van het systeem (innovatie, regelmatige update ...);
 - Onderzoek naar en gebruik van de best mogelijke technologieën voor afvalbeheer (inzameling, vervoer, hergebruik, innovatieve recyclingprocessen ...), bijvoorbeeld door middel van studies;
 - Duurzaam communicatiebeleid voor de doelgroep(en) (bijvoorbeeld: gebruik van goodies beperken ...);
 - Milieucriteria in de lastenboeken: een beroep doen op operatoren die een duurzaam beleid voeren (vermindering CO₂-uitstoot, duurzaam wagenpark ...), afstand (vermindering CO₂-uitstoot) ...;
2. Statistieken (en methodologie):
 - Bereiken van het inzamelpercentage;
 - Berekeningsmethode voor de opgehaalde percentages hoeveelheden tegenover de op de markt gebrachte hoeveelheden en de regionale verdeling;
 - Bereiken van het verwerkingspercentage;
 - Berekeningsmethode voor de verwerkte percentages en hoeveelheden per type afval (zie Europese Verordening);
 - Overeenstemming tussen de cijfers inzake op de markt gebrachte, opgehaalde, opgeslagen hoeveelheden en de hoeveelheden die naar de verwerking worden gestuurd (zorgt voor opvolging vanaf het op de markt brengen, via de inzameling en uiteindelijk de verwerking en wat eruit voortkomt).
3. Aanvulling bij het financieel plan:
 - Toewijzing van de uitgaven en inkomsten per type/categorie, die het mogelijk maakt de verschillende financieringsbronnen voor het gehele budget te identificeren, zonder kruisfinanciering tussen de huishoudelijke en andere afvalstromen;
 - Berekeningsmethode voor de milieubijdragen, naleving van het principe van de reële en volledige kostprijs, identificatie van de verschillende types/categorieën afval (geen kruisfinanciering).

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/12988]

Convention environnementale relative aux déchets de piles et d'accumulateurs en Région de Bruxelles-Capitale

Vu la Directive 2006/66/CE du Parlement Européen et du Conseil du 06 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs ;

Vu le Règlement (EU) 493/2012 du 11 juin 2012 établissant des modalités de calcul des rendements de recyclage des processus de recyclage des déchets de piles et d'accumulateurs conformément à la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Règlement (EU) n° 461/2010 du 27 mai 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu l'ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu la convention environnementale du 28 mai 2004 relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de piles usagées ;

Vu la convention environnementale du 12 décembre 2002 relative à l'introduction de l'obligation de reprise concernant les batteries de démarrage au plomb usées ;

Vu le protocole d'engagement relatif à la collecte sélective et au traitement des piles du 17 juin 1997 prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2002 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/12988]

Milieuoovereenkomst betreffende afgedankte batterijen en accu's in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Gelet op Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 06 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's;

Gelet op de Verordening (EG) 493/2012 van 11 juni 2012 houdende nadere bepalingen voor de berekening van de recyclingrendementen van de recyclingprocessen van afgedankte batterijen en accu's overeenkomstig Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en Raad;

Gelet op de Verordening (EU) 461/2010 van 27 mei 2010 betreffende de toepassing van artikel 101, lid 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op groepen verticale overeenkomsten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen in de motorvoertuigensector;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuoovereenkomsten;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen;

Gelet op de milieuoovereenkomst van 28 mei 2004 betreffende de uitvoering van de terugnameplicht inzake gebruikte batterijen;

Gelet op de milieuoovereenkomst van 12 december 2002 betreffende de invoering van de terugnameplicht inzake afgedankte loodstartbatterijen;

Gelet op het verbintenisprotocol betreffende de selectieve inzameling en de verwerking van gebruikte batterijen van 17 juni 1997, verlengd tot 31 december 2002 d.m.v. een aanhangsel;